

Chapitre VII
La croissance dans de
vieilles structures (1860-1930)
Les républiques oligarchiques et la contesta-
tion
L'impérialisme commercial et les occupations
La culture entre l'imitation et la création

1. Une croissance ambiguë. Les expansions multiples. Le remodelage des vieilles structures.

À partir de 1850 — ou un peu plus tard ailleurs (en Amérique centrale, en Bolivie), mais avant 1890 — un vent de renouveau balaie l'Amérique latine. Le changement est surtout sensible sur le front économique, particulièrement dans secteurs branchés sur l'extérieur.

Jusqu'alors, les changements avaient été plutôt contenus dans des moules traditionnels, compatibles avec la conservation des structures héritées du colonialisme. L'ouverture au commerce libre, si elle avait occasionné une entrée massive d'articles manufacturés, s'était vite heurtée à un plafond, soit la pénurie de produits susceptibles d'exportation. Elle se soldait par un drainage du stock monétaire. Les exportations portaient sur des produits coloniaux: teintures (Amérique centrale), café (Venezuela, Brésil), sucre (Cuba), métaux précieux (Chili, Colombie), cuirs et viande séchée (Rio). La pénurie de capitaux — engagés à financer la Révolution industrielle en Europe (durant l'aventure ferroviaire) —, combinée à l'instabilité chronique en Amérique latine (la désillusion des années 1825), n'incitait pas à de nouvelles aventures coloniales.

Le climat change à partir de 1850. L'origine de ce changement se situe dans l'Atlantique-Nord (dans les pays du Centre). Les principales causes sont les suivantes:

- La révolution dans les **moyens de transport**, particulièrement dans la navigation (le passage à la vapeur signifie un accroissement de la vitesse et du fret, une baisse des coûts de transport); le commerce international se voit transformé par une rotation plus rapide du capital et par une transformation et un redéploiement du capital marchand: a) par la diversification (capital financier, bancaire); b) par la spécialisation sur des produits (le sucre, les céréales, la viande, le pétrole); c) par l'investissement dans les moyens de transport.
- L'**industrialisation** accélérée accroît les besoins de matières premières (coton, cuivre, laine, etc.);

- L'**urbanisation** massive se traduit par une demande en produits alimentaires (viande, céréales, etc.). Les exportations en provenance d'Amérique latine s'enflent rapidement, comme l'indique le tableau ci-contre:

Indice d'exportations			
	Mexique	Argentine	Chili
1864	-	14,1	-
1870	-	19,3	40,8
1877	51,2	28,9	41,4
1883	53,5	38,7	89,0
1887	65,9	54,0	74,9
1892	68,3	72,6	80,6
1897	82,1	64,9	81,4
1900	100,0	100,0	100,0

- L'existence d'excédents de capitaux en Europe de l'Ouest favorise l'octroi de prêts à des gouvernements latino-américains plus stables, plus solvables, et des investissements directs.

Trois conditions sous-tendent l'expansion en Amérique latine:

- Produire des travailleurs (ce qui revient à peupler les espaces vides)
- Aménager l'espace
- Aménager les rapports sociaux (en faisant d'abord de la terre une marchandise)

A) Favoriser l'immigration

« Gouverner, c'est peupler », lançait l'Argentin Alberdi, en 1852. L'essor des exportations a reposé pour une bonne part sur un élan démographique. Entre 1820-30 et 1900, la population d'Amérique latine est passée de 19 à 61 M. Encore en 1870, on observe une faible densité (2 hab./km²) et un peuplement en grappes. Le Mexique et le Brésil concentrent la moitié de la population, comme aujourd'hui d'ailleurs. Le grand responsable du gonflement démographique sera l'immigration. Entre 1820 et 1914, l'apport immigratoire s'établit à 10 M (contre 26 M qui se dirigent vers les ÉU).

L'Argentine coiffe le mouvement d'accueil avec 4 M, le Brésil avec 3 M, l'Uruguay avec 0,4 M.

Il s'ensuit une modification des équilibres socio-culturels: l'Euramérique décline l'Indoamérique — elle concentre 45 % de la population. Elle enregistre sur tous les rapports les gains les plus impressionnants. D'enfants pauvres des empires coloniaux, ces régions se muent en wagons de tête. Les républiques du cône sud ambitionneront de se transformer en petites Europes, tout au moins au plan de la culture (modes, styles architecturaux et urbanistiques, genres de vie, du moins au niveau des élites).

Pour les dirigeants, l'objectif est de "blanchir" le peuplement pour des raisons qui tiennent autant au maintien de l'ordre politique (gagner des alliés contre les masses de couleur) qu'à la croissance. Ils organisent des campagnes de recrutement en Europe, offrant des avantages aux compagnies de colonisation généralement étrangères (ex: la société britannique construisant la voie ferrée Rosario-Córdoba obtient une concession de 300 000 ha le long d'un tronçon de 283 km). Le latifundisme d'origine étrangère y prend sa source. Il n'y aura pas en Amérique latine de politique du "homestead" comme aux USA, considéré comme un exemple de dégénérescence par des députés brésiliens. Le colon sera un travailleur et non un propriétaire, sur le modèle nord-américain, sauf de notables exceptions (Santa Fe, Sao Paulo).

Pour l'immigrant, le rêve est «hacer América». L'Europe les repousse plus que l'Amérique ne les attire: victimes du latifundisme portugais ou espagnol, du Mezzogiorno, des pogroms... On note une prédominance méditerranéenne (Italiens, Portugais, Espagnols), ce qui facilitera l'adaptation. On observe la constitution de petites "patries" avec une tendance à l'endogamie (surtout chez les Allemands), avec leurs clubs, leurs journaux. Il en résulte dans ces cas un défaut d'intégration qui se manifeste en 1914-1918 par le retour des immigrants italiens. Durant la Deuxième Guerre mondiale se constitue en Argentine un *Deutschtum*.

B) Aménager l'espace: le rôle du rail et du crédit
Le progrès en Amérique latine passe par le rail. Sur ce point les élites latino-américaines rejoignent la stratégie de leurs mentors étrangers. Les premiers tronçons sont surtout l'œuvre d'entrepreneurs locaux, vite rejoints et doublés par les étrangers.

Le capital étranger se charge de l'organisation de l'espace de manière à rendre possibles la production et l'exportation des produits dont l'Europe et les États-Unis ont besoin.

La mise en place d'un **réseau ferroviaire** constitue une première nécessité. Elle permet un contrôle du territoire, ouvre de nombreux espaces à mettre en valeur, établit la liaison entre les zones de production et le littoral exportateur. La croissance est rapide: au Brésil, le rail passe de 3 400 km (1880) à 21 300 (1910); en Argentine, de 9 432 km (1890) à 31 600 km (1912). La construction des 115 km de San José à la côte caraïbe pour l'exportation bananière a fauché 4 000 travailleurs. L'Amérique du Sud voit passer son réseau de 3 000 km en 1870 à 100 000 km en 1900.

L'aménagement **portuaire** constitue un complément indispensable. Des ports naissent ou sont modernisés: Santos (pour le café), Guayaquil (cacao), Iquique (salpêtre), Puerto Limón (banane). La construction du port de Buenos Aires, décidée en 1884, complétée en 1898, aura coûté 35 M pesos-or (au lieu des 20 M prévu au contrat).

Le capital et la technologie étrangers (surtout britanniques) se chargent des installations portuaires, du chemin de fer et des transports urbains, faisant des villes-métropoles leurs avant-postes pour le contrôle économique et politique des pays. La procédure est la suivante: 1° la construction des équipements collectifs (l'infrastructure) se fait grâce à des emprunts garantis par l'État, l'endettement public plaçant le pays sous la coupe des financiers étrangers; 2° les intérêts privés étrangers s'installent ensuite dans les secteurs à plus forte rentabilité et profitent des investissements publics. Les chemins de fer privés accordent des tarifs préférentiels pour les produits d'exportation.

La dotation d'une infrastructure des transports est fondamentale dans des économies tournées vers l'extérieur. Le poids de la demande externe explique plusieurs traits durables: 1) l'orientation des axes (vers les États-Unis pour le Mexique; vers l'Atlantique pour l'Amérique centrale; vers Buenos Aires pour l'Argentine, etc.); 2) la propriété étrangère (l'Argentine et le Mexique ne nationaliseront leurs réseaux que vers 1950); 3) l'anarchie des gabarits, laquelle empêche la mise en place de réseaux intégrés et impose des transbordements coûteux; 4) le recyclage de vieux équipements importés et dé-

suets (des locomotives de la guerre de Crimée). Tous ces facteurs expliquent que le chemin de fer n'eut pas en Amérique latine les effets (entre autres, intégrateurs et "développants") attribués à ce moyen de transport dans les économies du centre. Cuba en fournit un bel exemple étudié par Oostiendie. Apparu dès 1837, le chemin de fer fut mis au service de la production sucrière. Il gêna plus qu'il ne stimula la diversification agricole, prolongeant la rentabilité du système esclavagiste, retardant la transition inéluctable. Il rétrécit les options au lieu de les multiplier. Il ne fit pas naître une industrie lourde en amont ni une industrie légère en aval. Il devint même le canal par lequel l'influence étrangère se transmettra. La dénationalisation du réseau ouvrira la voie à la dénationalisation de l'économie. L'introduction du chemin de fer condamna au chômage des milliers de muletiers et charretiers, vaincus par la concurrence des coûts. On calcule qu'en moyenne le transport par rail était douze fois moins cher et trente fois plus rapide!

L'infrastructure et le crédit sont intimement liés. La Grande-Bretagne (à travers ses hommes d'affaires) prête pour que l'Amérique latine construise un réseau qui acheminera ses produits vers elle. Les firmes US se font donner terres et administrent les routes à leur guise.

On assiste à la mise en place d'un **réseau financier**. Si certains pays disposaient de banques d'émission (Argentine, Brésil), la plupart n'avaient que des banques commerciales qui assuraient les transactions. À partir de 1860-70, on assiste à l'implantation d'un réseau bancaire d'origine surtout britannique, mais aussi française et allemande, qui déplace ou s'associe à des banques autochtones. Très vite se constituent de véritables "empires financiers" qui ignorent les frontières politiques: la London & River Plate Bank essaime dans le cône sud, la London Bank of Mexico and South America colonise le Mexique, le Pérou, la Colombie, l'Équateur; la Banque française pour l'Amérique du Sud; la Südamerikanische Bank. Tous ces empires sont liés à de puissants syndicats européens. La succursale est la première forme de FMN (firme multinationale), favorisant une transnationalisation du capital. Elle s'occupe de la saisie de l'épargne locale.

On avait espéré que les banques étrangères serviraient à accélérer les investissements étrangers. On découvre quelques décennies plus tard que leurs

affaires dépendaient surtout des dépôts qu'elles récoltaient dans le pays. L'économiste chilien Guillermo Subercaseaux notait en 1920: les banques étrangères sont "une pompe aspirante qui siphonne à titre de profits une bonne somme d'argent". Il réclame une réglementation: le nationalisme économique pointe à l'horizon. La banque est à cette époque un mécanisme de financement du commerce extérieur. À l'inverse, le secteur industriel doit se développer avant 1930 sur la base de l'autofinancement.

Les grandes villes se transforment également. Ainsi Buenos Aires se transforme de cité créole en capitale européenne. Charles Thays, urbaniste parisien, donne un visage aéré, végétal à la capitale argentine. En un demi-siècle, grâce à l'immigration, aux échanges commerciaux, aux investissements, la "cité créole" de 330 000 habitants, peuplée de marchands, de hacendados, d'artisans, de domestiques et reliée au plat pays par des convois de mulets et de charrettes, se transforme en une métropole de 2,3 M. Cette croissance s'accompagne d'une profonde rénovation urbaine, très inégale cependant. Le centre et les quartiers riches reçoivent éclairage électrique, eau courante, égouts, revêtement d'asphalte; les animaux sont expulsés. Les quartiers populaires et la périphérie devront se satisfaire pendant longtemps de l'éclairage au gaz ou au kérosène, de citernes ou de puits malsains, de rues empierrées ou de fondrières, de la cohabitation des bêtes. Le développement des tramways parallèlement à la rénovation du centre entraîne la destruction des **conventillos** (ces "étables à cochons" comme les appelle un médecin) et le transfert vers la périphérie du logement insalubre: alors naissent les bidonvilles, ces cités-dortoirs des pauvres. Ce sont le capital et la technique britanniques qui équipent la ville, faisant de la métropole leur avant-poste pour le contrôle économique et politique du pays.

Il en va de même ailleurs. Rio, Caracas, Mexico, La Havane prennent un air nouveau avec l'avènement des grands magasins, des terrasses de cafés, des tramways, des lampadaires. Mexico compte déjà 1100 abonnés au téléphone en 1891. Il y a deux Pueblas en 1899 avec d'un côté ses 156 000 watts, de l'autre, sa voirie à 40 % sans revêtement et des égouts qui refluent dans les patios à la moindre averse. Les écarts se creusent entre les bénéficiaires du progrès et les laissés-pour-compte, plus nombreux.

C) Réaménager les rapports sociaux et réorganiser la production

Au moment où l'Amérique latine s'ouvre au capitalisme, celui-ci est déjà entré dans les pays du centre à l'ère des monopoles et de l'impérialisme, un mouvement de projection à l'extérieur. Lénine définissait l'impérialisme en ces termes: «L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des **monopoles** et du **capital financier**, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le **partage** du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.» (*L'impérialisme : stade suprême du capitalisme*)

À partir de 1880, l'impérialisme envisage la possibilité de phagocyter (pour les transformer à son image) tous les modes de production différents dont il s'était nourri jusqu'alors.

Se constituent aux États-Unis des oligopoles pétroliers, électriques, sidérurgiques. La régulation monopoliste se substitue à la régulation concurrentielle. L'offre ne s'ajuste plus à la demande par le libre jeu des forces du marché. Naissent des monopoles capables d'imposer à la périphérie des bas prix pour les produits qu'ils achètent. Ainsi l'International Harvester suscite une concurrence pour la fibre de hennequen du Yucatan afin d'abaisser les cours.

On assiste à la création d'**enclaves**. D'abord des enclaves minières: aux minéraux traditionnels (métaux précieux) s'ajoutent le cuivre (très en demande à partir de l'expansion de l'électricité en 1895), l'étain, après 1900, pour l'industrie de la conserverie, puis le pétrole avec la généralisation du moteur à explosion. Ainsi le Mexique passe d'une production de 10 000 barils en 1901 à 13 M en 1911, puis à 193 M en 1921, soit les trois quarts de la production mondiale. À noter que l'impôt payé par la Royal Dutch-Shell s'élevait à 0,05 du \$100 (ou 0,001 sur \$2,50/baril)!

Se créent aussi des enclaves alimentaires: le sucre cubain (les investissements américains passent de \$50 M en 1895 à \$650 M en 1929, avec le géant Atkins). Pour la banane centre-américaine, l'United Fruit s'étend du CR au Guatemala en 1906, puis au ES et au Honduras en 1912... et fait passer ses in-

vestissements de \$17 M en 1900 à 82 M. Elle possède son chemin de fer (International Railways of Central America) et sa flotte marchande («White Fleet»).

Ces économies d'enclaves, greffées artificiellement sur le pays, fonctionnant pour une large part en circuit fermé, achetant leur équipement à l'extérieur, employant des techniciens étrangers et rapatriant librement leurs profits, entraîneront la dénationalisation de secteurs naguère tenus par les intérêts nationaux. Ainsi le Chili et le Pérou contrôlaient 67% des capitaux dans les gisements de nitrate en 1878 (125 000 t), 36% en 1884 et 15% en 1901 (4 Mt en 1900). Il en va de même pour la dénationalisation du cuivre chilien. Entre 1870 et 1920, on observe une inversion: d'une seule société étrangère, on passe à une seule société chilienne d'importance; les capitaux chiliens ne contrôlent plus que 4,4% d'une production qui s'est multipliée entre-temps par dix.

Des périphéries malgré elles?

La périphérisation (la spécialisation dans les matières premières) était-elle inévitable pour l'Amérique latine au XIX^e siècle? Selon J. Batou, *One Hundred Years of Resistance to Underdevelopment 1770-1870* (Geneva: Droz, 1990) qui assimile sous-développement et production de matières premières (à l'origine d'une structure de revenus inférieurs à ceux des pays industrialisés: Canada? Danemark?), des pays d'Amérique latine et du Moyen-Orient auraient eu la possibilité de résister. Et de citer le Paraguay de Francia et des López (1811-70) et l'Égypte de Muhammad-Ali (1805-48). Dans ces deux pays, à défaut d'une bourgeoisie viable, l'État mena la lutte contre l'impérialisme et les élites traditionnelles. En Égypte, il procéda à une réforme agraire, développa l'infrastructure et développa la fabrication de cotonnades. La Grande-Bretagne devait s'employer à démanteler l'armée et l'État de Muhammad-Ali. Batou ne fait pas ressortir la petitesse des marchés internes; il oublie que le Japon avait le plus faible taux d'analphabétisme hors d'Europe et de l'Amérique du Nord. Il fait de l'État le démiurge potentiel du développement.

C'est aussi le début d'une **industrialisation "dérivée"** liée aux activités d'exportations: naissent des minoteries, des frigorifiques, des tanneries, des fonderies, des raffineries, etc. L'industrie se dégage mal de l'artisanat avant 1914. À Buenos Aires, les secteurs traditionnels (aliments, confection, bâtiment, ameublement) représentent les trois quarts des entreprises, les deux tiers du personnel, la moitié du capital.

La transition au capitalisme se fait suivant un

processus limité et inégal

La transition au capitalisme signifie d'un point de vue économique une réorganisation profonde des structures de chaque pays pour les adapter aux besoins et à la vision du monde des secteurs dynamiques (dits "progressistes") des classes dominantes, et particulièrement pour les rendre aptes à la production à grande échelle de **biens d'exportation**, afin de répondre à l'accroissement de la demande de biens primaires sur le marché mondial. Elle accompagnera, sans coïncider nécessairement dans le temps, le développement du commerce libre (imposé par la Grande-Bretagne en 1846) et l'afflux massif de capitaux vers la périphérie. Elle est donc indissociable d'un mode de liaison au marché mondial.

On peut distinguer deux phases:

◆ **De l'indépendance au milieu du XIX^e siècle.** La période se caractérise par l'ouverture au commerce libre, l'entrée massive d'articles manufacturés, le drainage du stock monétaire. La pénurie de capitaux et les taux élevés d'intérêt, en raison de la faiblesse des exportations et des réticences des investisseurs désillusionnés par la crise de 1825, limitent les effets de la liberté de commerce. À défaut de modifier le système de transport intérieur, l'ouverture entraîne une reprise des exportations de produits coloniaux: teintures (Amérique centrale), café (Venezuela, Brésil, Cuba), métaux précieux (Chili, Colombie...), cuirs et viande séchée (cône sud).

◆ **À partir de 1850-1880.** Une expansion formidable a lieu grâce à l'afflux massif de capitaux pour des travaux d'infrastructure et de prêts aux gouvernements et en réponse à de fortes demandes de produits primaires.

La transition s'effectuera à travers trois processus, variables selon les structures agraires et les types de peuplement:

- l'abolition de l'esclavage modifiera le marché de la main-d'œuvre (dans les régions "euro-africaines");
- les réformes libérales remodeleront la propriété foncière (dans les régions "euroindiennes");
- la colonisation de zones vides par le biais de l'immigration massive (dans l'Euroamérique tempérée).

1) L'abolition de l'esclavage:

les facteurs:

■ L'abolition de la traite britannique en 1807 et la croisade consécutive contre la poursuite de la traite (pressions diplomatiques et navales: entre 1820-

1865, on saisit 1 500 bateaux et 160 000 esclaves à bord des bateaux négriers), ce qui entraîne une hausse du prix des esclaves. La traite sera officiellement abolie au Brésil en 1850, à Cuba vers 1865.

■ L'abolition de l'esclavage dans les Antilles anglaises (1833-38) a un effet d'entraînement.

■ L'avènement du capitalisme comme mode de production dominant en Angleterre modifie (avec quelque retard) les représentations collectives relatives à la main-d'œuvre et au travail. La liberté du commerce, du capital, des contrats doit se répercuter sur la force de travail, d'autant plus que les abolitionnistes redoutaient qu'une prospérité fondée sur l'esclavage (qui signifiait une "hémorragie d'hommes" pour l'Afrique) ne débouche sur une révolte et sur un déclin à long terme (en raison de l'endettement des planteurs). Les abolitionnistes étaient mus par une vision à long terme.

■ En l'absence d'une reproduction des esclaves sur place, l'abolition de la traite condamnait l'esclavage même si l'on tenta des adaptations pour économiser la main-d'œuvre (transport et décorticage du café à la machine) et la transférer vers des secteurs à plus grande rentabilité.

La fin d'esclavage ne signifiera pas cependant le triomphe du travail salarié.

les modalités varient:

■ En Haïti, l'abolition résulte d'une révolution sociale entre 1790 et 1804. C'est le seul cas d'une insurrection réussie. On n'aura ailleurs que des révoltes sporadiques.

■ Dans les Caraïbes britanniques, françaises et hollandaises, l'abolition est imposée par les métropoles. C'est une abolition "par le haut" avec l'indemnisation des propriétaires, des métropolitains absenteistes pour la majorité.

■ À Cuba et au Brésil, l'abolition couronne un processus lent lié aux pressions britanniques, à la baisse d'importance de l'esclavage et au déclin de la fraction esclavagiste en raison de la montée de groupes "modernes" qui trouvaient l'esclavage inadéquat. Dans ces pays, il n'y aura pas d'indemnisation. Les esclaves ne représentaient plus que 12 % de la population brésilienne en 1888.

Quels sont les effets?

■ On assiste à une expansion de l'économie paysanne surtout dans les Antilles où il est possible de parler d'une paysannerie noire "reconstituée" (Mintz). Les affranchis se regroupent pour acheter une plantation ruinée, s'installent sur des terres vacantes. Au Brésil, cette tendance se heurta au mo-

nopole sur la terre que renforça la loi de 1850 qui limitait l'accès aux terres publiques.

■ La soumission des affranchis à des modes de contrôle impliquant une dépendance personnelle: métayage, fermage et, dans Antilles, reprise de la formule coloniale des engagés avec importation d'Asiatiques (Indiens, Javanais, Chinois) entre 1838 et 1924. Le système d'apprentissage dans les Antilles anglaises (1833-38), le système du patronat à Cuba (1880-86) conservent aux rapports propriétaires/employés des traits esclavagistes.

■ L'esclavage n'avait pas préparé la main-d'œuvre noire à affronter la concurrence avec des immigrants européens ou asiatiques mieux qualifiés. Il en résulta du chômage et une marginalité résidentielle.

2) Les réformes libérales:

Dans pays "euroindiens", c'est surtout à travers le processus de réformes libérales que se réalise la transition, qui sera aussi lente et limitée que ces réformes seront dispersées, parcellaires.

Elle visera d'abord la constitution d'un marché de terres; la terre devra devenir une marchandise. Les régimes républicains avaient hérité de structures agraires caractérisées par l'immobilisation, le gel d'une partie des terres. L'Église, les ordres religieux, les communautés indigènes, les municipalités (*ejidos* et communaux) possédaient des terres ou légalement inaliénables ou réfractaires à l'aliénation. Il fallait forcer la mise en circulation de terres. La «désamortisation» fut un processus généralement violent (en raison de la résistance conservatrice de l'Église, de la résistance durable des communautés indigènes). Elle s'accompagna de guerres (Mexique) ou de révoltes (ES, G). Elle fut complétée par la vente de terres publiques. Il en résulta une privatisation du sol. Le prêt sur hypothèques deviendra un mécanisme essentiel de financement agricole. L'État généralise la concession de terres comme moyen de paiement ou comme garantie pour des emprunts publics (Pérou) ou pour la construction ferroviaire (Argentine, Mexique).

La réforme agraire se répercutera sur le marché du travail puisque la dépossession des paysans jette les bases d'une prolétarisation. Mais celle-ci sera partielle parce que la dépossession sera également incomplète, donnant lieu à l'apparition/conservation de formes variées de contrôle de main-d'œuvre depuis le servage absolu (Yucatan) jusqu'au salariat

en passant par la gamme de rapports de production mixtes tous marqués par la dépendance personnelle du paysan/ouvrier et par le recours à la contrainte extra-économique.

Les cas nationaux peuvent se regrouper en **deux situations typiques**: a) les formes communales sont éliminées ou si elles persistent, elles sont marginales par rapport au fonctionnement d'économies d'exportation (Salvador, Colombie, Venezuela, Chili, Mexique sans le Yucatan); b) les formes communales demeurent et s'articulent à l'expansion du secteur exportateur avec un recours à des modes coercitifs de contrôle (Équateur, Pérou, Bolivie, Guatemala). La coercition s'impose là où le recrutement fait problème (dans des régions vides, reculées) et si les salaires à payer sont jugés trop élevés.

La réforme libérale fut créatrice d'instruments adéquats à la transformation du panorama agraire. La loi Lerdo au Mexique favorise les gens qui ont des capitaux pour acheter les terres saisies à l'Église et aux communautés et une connaissance des procédures légales/administratives, donc une minorité, des citadins surtout. Le contrôle sur la main-d'œuvre se fait au moyen de législations et d'institutions: la loi sur le vagabondage en 1857 au Mexique et vers 1880 en Amérique centrale, la création d'une police rurale: les *rurales* au Mexique, la police montée au Salvador en 1889.

L'obligation de travailler

"Nous avons besoin d'une ordonnance pour l'exécution des obligations du travail personnel de sorte que les autorités puissent, chaque fois que c'est nécessaire, forcer ceux qui s'engagent et qui brisent leur engagement sans raison juste à rencontrer leur obligation [...] [Si] dans les pays plus civilisés le manquement à remplir un contrat pour le travail personnel ne conduit qu'à une action en dommages contre le coupable, dans ceux qui sont moins civilisés on ne peut pas et on devrait pas se limiter à cela. [...] L'imposition du travail d'une façon prudente est le meilleur moyen de réprimer l'errance, l'ivrognerie et d'autres vices, et c'est la meilleure façon de développer l'agriculture." (Rapport de la Société Économique au président Vicente Cerna, Guatemala, 1866)

3) la colonisation des zones vides:

Dans une partie d'Amérique latine, la transition se fit par la colonisation des régions vides au moyen d'un afflux massif d'immigrants européens (Brésil, Argentine, Uruguay) ou par l'avance d'un front pionnier porté par des migrations intérieures (Costa

Rica, Colombie). L'absence de structures agraires et sociales dans ces régions était de nature à favoriser l'adoption de formes plus modernes: des fermiers dans le style américain, ou un salariat agricole. L'absence de villages fut aussi une caractéristique du paysage rural.

On assiste à la consolidation d'une puissante classe agrarienne en Argentine, grâce à la vente de terres publiques, résultant de l'abolition de l'emphytéose vers 1822-26, puis de la libération de la pampa (par la chasse et l'extermination des Indiens nomades) et de concessions lors de la construction ferroviaire. Le grand propriétaire-éleveur louera ses terres aux colons européens (association élevage/céréales).

Dans cette région, on observe une prédominance du métayage et du fermage, ce qui confère aux rapports de production une allure plus capitaliste.

Deux voies vers le développement: l'Argentine et le Canada -- des économies semblables, des sociétés distinctes, deux destins contrastés

La comparaison peut aider à comprendre les différences fondamentales. C. Solbert a comparé la pampa argentine et l'ouest canadien, deux régions qui ont connu à la fin du XIX^e siècle une prospérité fondée sur l'agriculture céréalière pour l'exportation et sur l'immigration européenne.

La croissance de la production de viande et de céréales fut spectaculaire dans la Pampa à la fin du XIX^e siècle, en dépit d'une forte concentration de la propriété foncière, d'un système d'éducation primitif, de mauvaises routes, et d'un système de mise en marché contrôlé par des monopoles étrangers. L'Argentine n'avait pas de plan de développement. Son succès dépendait de l'importation de travailleurs saisonniers (*golondrinas*) qui allaient et venaient entre l'Argentine et l'Italie, profitant de l'inversion des saisons. L'Argentine n'eut pas besoin pour attirer des immigrants d'une réforme agraire ni d'une législation orientée vers le développement. Il en résulta aussi une méfiance durable entre une élite (de grands propriétaires) et un prolétariat rural à fois étranger et revendicatif. Dans les années 1920 débuta une longue période de stagnation. L'élite des éleveurs subordonna le développement agricole à l'élevage qui exigeait moins de main-d'œuvre. On investit peu dans l'agriculture céréalière. Encore en 1944, il n'y avait aucun élevateur à grains entre Bahia Blanca et San Carlos de Bariloche; des montagnes de sacs de blé n'étaient protégées que par des toiles. En 1970, l'Argentine exportait moins de blé qu'en 1920.

En revanche, l'élite politique canadienne avait un programme de développement fondé sur trois éléments: protectionnisme, chemin de fer transcontinental, colonisation des prairies. Les concessions foncières (en accord

avec le "Homestead Act" de Macdonald permirent de fixer les immigrants, d'en faire des membres à part entière de la société avec accès au pouvoir. Les prairies virent naître une société de petits fermiers-exploitants. Le système agraire démocratique donna lieu à une politique agraire réformatrice aux niveaux provincial et fédéral.

Cette comparaison montre que les voies de développement diffèrent selon que les colons se fixent à titre de propriétaires ou sont forcés par une élite agraire à demeurer des travailleurs migrants. (D'après Carl E. Solbert, *The Prairies and the Pampas: Agrarian Policy in Canada and Argentina, 1880-1930*. Stanford: Comparative Studies in History, Institutions, and Public Policy, Stanford University Press, 1987. 297p.)

Il ne faut pas donc en conclure que le commerce international bloque *ipso facto* le développement et que le fait d'exporter des produits primaires est incompatible avec le développement. On trouverait des contre-épreuves dans les cas du Danemark (exportateur de blé au XIX^e siècle), de l'Australie, du Canada. Ce qui fait la différence, c'est la structure sociale et les agencements institutionnels qui en découlent.

2. Les républiques oligarchiques

En guise de rappel

Sur plan économique, la période 1850/80-1914/29 se caractérise par:

- une poussée des exportations;
- de grands travaux d'infrastructure;
- de meilleures ressources fiscales (à l'époque, le trésor public dépend des douanes. Au Mexique, entre 1880 et 1910, les douanes représentent de 50 à 60 % des recettes fiscales);
- une certaine modernisation des économies;
- une timide apparition de la mécanisation dans l'agriculture (surtout en Argentine);
- un début de transformation industrielle (surtout dans les secteurs branchés sur les exportations ou les biens salariaux);
- l'implantation d'un réseau financier;
- par une expansion en largeur (horizontale: plus de terre, plus de travail) plus qu'en profondeur. L'allongement de journée de travail et l'accroissement de la plus-value absolue ont plus de poids que l'augmentation de la plus-value relative. On observe des décalages technologiques, des processus d'expropriation et de concentration.
- chaque entreprise a tendance à fonctionner comme une enclave ou comme une unité autarcique, limitant les effets d'entraînement ("linkages").
- l'inflation ronge salaire réel.
- les rapports sociaux restent marqués au sceau de la coercition, du paternalisme.
- la grande volatilité des "prospérités". C'est la succession de cycles courts («booms and busts»). Ces

fortes variations soumettent le système politique à de fortes tensions. La prospérité les aiguise, la récession les fait exploser. (voir C. Calderón, dans un éditorial de 1884 sur la Colombie)

L'État se renforce. Il s'agit d'un État voué à promouvoir l'"ordre" et le "progrès", c'est-à-dire à neutraliser les forces centrifuges et les résistances et à diffuser les rapports sociaux capitalistes.

«Liberté», «ordre», «progrès»

Au XIX^e siècle, la «liberté», l'«ordre» et le «progrès» furent trois mots magiques. Pour atteindre la liberté, on sacrifia une génération, celle des guerres d'indépendance. L'ordre s'imposa face au chaos. On sacrifia la liberté qu'on invoque pour implanter le centralisme ou le fédéralisme, l'autoritarisme ou la tyrannie. Le progrès vint après 1850. Il était synonyme de chemin de fer, de télégraphe, de routes, etc. C'était des importations étrangères qu'il fallait payer cher. Le progrès n'était possible que là où régnait l'ordre, même sans liberté, sinon la liberté d'entreprise.

La défense de l'ordre:

■ D'une part, l'État neutralise les adversaires au moyen de ses appareils de répression et de contrôle social (milices, armées, institutions légales, mécanismes de contrôle avec l'école et la religion). L'objectif est de discipliner la force de travail. Le pouvoir central triomphe face aux ambitions et révoltes régionalistes. L'État fait régner l'ordre.

La promotion du progrès:

■ D'autre part l'État promeut le progrès. Il intervient pour opérer des changements. Il garantit les investissements dans l'infrastructure au moyen d'emprunts ou de concessions foncières, il légifère pour assurer la sécurité des transactions (commerciales, bancaires) ou pour approvisionner en main-d'œuvre les entreprises (grâce à l'immigration, ou en combattant l'errance). Il s'adjoint des appareils de prélèvement afin d'assurer sa reproduction.

Dès le départ, on le voit, l'État se fait **interventionniste** en dépit du credo libéral ("main invisible", "marché"). La présence active de l'État en Amérique latine tient au développement inégal du capitalisme dans des formations sociales à la fois dépendantes et hétérogènes.

Cet État n'est cependant pas un État bourgeois classique. S'il favorise la pénétration du capital financier et technique, s'il contribue à la généralisation des rapports marchands (par le biais des exporta-

tions), s'il participe à la pénétration des rapports salariaux, il diffère de ses modèles européens ou américains. C'est un **État oligarchique**.

Ce n'est pas le seul domaine où l'imitation latino-américaine diffère du modèle nord-atlantique. Une culture du faux s'installe à partir du XIX^e siècle. L'Amérique latine adopte des constitutions et des formes institutionnelles du Nord pour légitimer un ordre social replâtré. Sous ces masques juridiques modernes se cache le vieil édifice fait de racisme, d'inégalité, d'exclusions, une société oligarchique. Si le romantisme en Europe exprimait une rébellion contre l'académisme conservateur, en immigrant en Amérique, il devint artificiel, académique, pâle imitation décolorée d'un mal de vivre extérieur, emprunté. Sa seule originalité lui vint de l'adoption de l'Indien comme figure littéraire à la façon du roman de Fenimore Cooper, *Le Dernier des Mohicans* (1826). Deux romans eurent un énorme succès: *Maria* (1867) du Colombien Jorge Isaacs, le roman le plus lu du XIX^e siècle et *Cecilia Valdés* (1887) du Cubain Cirilio Villaverde sur les amours impossibles d'une mulâtresse et d'un jeune Blanc.

Le mimétisme n'est jamais désincarné. L'idéologie dominante, le **positivisme**, se charge en Amérique d'un darwinisme social, fait d'admiration pour les «races» nordiques et de mépris pour les Indiens et les Noirs. Exemple de darwinisme à la créole: un auteur bolivien écrivait vers 1870 «le cerveau indigène et le cerveau métis sont, du fait même de leurs cellules, incapables de concevoir la liberté républicaine [...] ces cerveaux pèsent entre 5, 7 et 10 onces de moins que le cerveau d'un blanc de *pure race*.»

«Élite», «oligarchie», «bourgeoisie»?

Le concept d'«élite» ne s'applique à aucune réalité historique précise. Il peut s'appliquer simultanément à des forces sociales entièrement différentes, souvent contradictoires.

Pour la majorité des chercheurs, l'«élite» désigne tous ceux qui se trouvent au sommet de la hiérarchie sociale, y exercent des fonctions importantes, lesquelles sont valorisées et reconnues publiquement au travers de revenus importants, de différentes formes de privilèges, de prestige et autres avantages officiels ou officieux. D'autres chercheurs continuent à utiliser l'expression "classe politique" pour désigner la minorité qui exerce les fonctions politiques de gouvernement, et "classe dirigeante" pour qualifier ceux qui influencent les gouvernants et gouvernés en vertu de l'autorité morale qui leur est reconnue ou à cause de la puissance économique ou financière dont ils disposent.

L'hypothèse d'un groupe minoritaire, unitaire, conscient, cohérent, complice, détenteur du pouvoir et manipulateur de toutes les décisions n'est sans doute plus défendable pour les sociétés développées. C'était la règle des "trois C" (contrôle, conspiration, cohésion). Elle paraît avoir sa validité pour l'Amérique latine, du moins jusque vers 1930 ou 1980 selon les pays et l'entrée en force des masses dans les processus politiques. Le concept d'**oligarchie** rendrait compte de cette réalité.

La notion de «bourgeoisie» n'est pas facile à cerner. La bourgeoisie se définit sans doute davantage sur le terrain économique (par la possession des moyens de production et de circulation) que dans la sphère politique. C'est l'inverse avec l'**oligarchie** qui trouve son sens dans le pouvoir dont elle exclut les autres groupes sociaux. C'est par sa relation à l'État et au pouvoir en général que l'oligarchie se définit. Elle a quand même un profil économique, généralement une assise foncière qu'elle prolonge généralement par liens avec le commerce, la finance, bientôt l'industrie, tantôt les mêmes individus couvrent tout le spectre économique, tantôt ces diverses activités sont intégrées au sein des mêmes familles ou clans. F. Bourricaud définissait l'oligarchie comme un "réseau de familles contrôlant la richesse". Ce qui me paraît caractériser l'oligarchie latino-américaine durant cette période, c'est: 1) sa recherche d'intégration au marché mondial; 2) sa volonté de préserver une domination sociale peu compatible avec la généralisation du salariat, une domination fondée sur des rapports de production non capitalistes (axée sur la dépendance personnelle). Elle aurait un double visage: **capitaliste vers l'extérieur**, dans ses rapports avec le marché mondial/**féodal ou seigneurial vers l'intérieur**, dans ses rapports avec ses employés.

L'oligarchie désigne: 1° une classe propriétaire (même si la propriété se redéfinit au fil de l'histoire); 2° qui prétend monopoliser le pouvoir (depuis le municipale jusqu'à l'État).

La période 1880-1914 fut l'âge d'or de la domination oligarchique. Les groupes économiquement dominants liés aux activités d'exportation exerçaient directement le pouvoir. Ces élites croyaient au progrès. Elles s'intéressaient à l'éducation publique. Elles défendaient l'idée d'un État autoritaire. Elles exploitaient les rapports verticaux du clientélisme. Les élections ne servaient qu'à légitimer la domination oligarchique ou à arbitrer des conflits entre les diverses coteries.

La période 1880-1914 se caractérise en effet par une grande stabilité. L'oligarchie est hégémonique: l'État est son État. Elle s'est dotée à partir du milieu du XIX^e siècle d'un ordre institutionnel (les juristes représentent une élite intellectuelle) qui repose sur une représentation équilibrée de tous les groupes afin de donner au gouvernement central un rôle impersonnel et d'engager tous les groupes oligar-

chiques dans la gestion.

Elle adapte le libéralisme à ses fins. Elle accepte le libéralisme économique, non sans des accommodements. Ainsi la "Republica Velha" au Brésil est interventionniste pour défendre les seuls intérêts des classes propriétaires. Elle adopte un cadre institutionnel inspiré des constitutions européennes (système bicaméral, division des pouvoirs) ou US (prépondérance présidentielle, auquel s'ajoute un régime fédéral dans quelques pays). Mais elle donne une définition restrictive du corps électoral (du suffrage censitaire, on passe au suffrage universel restreint aux non-analphabètes), ainsi que du système de partis.

Trois éléments de l'ordre constitutionnel garantissent la paix entre les secteurs oligarchiques: 1) le rôle de sénat où l'oligarchie détient une représentation basée sur le territoire (indépendamment de la population); 2) un président-arbitre élu au scrutin indirect, ce qui suppose une entente au sein de l'oligarchie derrière des caudillos; 3) une exclusion des autres acteurs sociaux de la politique. La politique au sein de l'État oligarchique est une **chasse gardée**. Elle se fait dans les salons, les clubs.

Les tensions entre les secteurs oligarchiques trouvent diverses expressions:

- Dans certains pays, comme au Brésil et en Argentine, l'expansion des exportations favorise certaines régions et certaines oligarchies (celles de la côte, près des ports) au détriment des autres. Les plus faibles tentent d'empêcher leur liquidation en renforçant le pouvoir présidentiel (Argentine, Équateur); les plus forts tentent d'éviter ce renforcement du pouvoir central et la redistribution des recettes fiscales (*Política de gobernadores* au Brésil dans les états de São Paulo et de Minas Gerais).
- Au Mexique, malgré le cadre fédéraliste, la domination d'un pouvoir central [Mexico est au centre et n'est pas un port] repose sur des technocrates (qui élaborent une politique qui regroupe, d'où une perte d'autonomie des oligarchies régionales) et sur l'armée (qui réprime les résistances régionales).
- Une plus grande différenciation, des luttes âpres aboutissent à un État unitaire qui dans les apparences serait centralisé (les autorités régionales désignées par le président), mais qui dans les faits reconnaît l'autonomie administrative aux oligarchies régionales.

En d'autres mots, l'État oligarchique ne s'exprime pas d'une manière identique en Amérique latine. Mais l'État oligarchique supposait un équilibre entre les oligarchies et exigeait un contrôle des masses.

Représentations du Chili au XIX^e siècle:

Voici comment l'historien français Jean-Pierre Blancpain brosse l'image que projette le Chili au XIX^e siècle. "Lieu de relégation, terminaison d'empire, parent pauvre du monde colonial ibérique, le Chili devenu indépendant en 1818 [...] devient pourtant dès 1830, donc plus vite que d'autres pays au sein d'Amériques ruinées et pour longtemps fragiles, une oïsis de paix, une 'heureuse exception', un refuge pour tous les exilés de marque du continent. [...] Le Chili gagne pour longtemps en Amérique latine, ses succès militaires aidant, une réputation flatteuse; bien servi par la fermeté de ses présidents, la compétence de sa haute administration, la rigueur de sa gestion, il l'est aussi, pour son image extérieure, par ses grands historiens, par la qualité de leurs œuvres, leur propre action politique, mais aussi leur constante et respectueuse référence à des modèles européens, ils l'ont présenté avec talent comme une Petite Europe des antipodes, réplique ultramarine heureuse et donc exemplaire des États les plus prestigieux et les plus prospères du Vieux Monde." (pp. 368-369)

Ainsi dans son *Essai sur le Chili* (p. 14), destiné à promouvoir l'immigration, publié à Hambourg en 1857, Pérez Rosales qualifie son pays de "véritable fraction européenne transplantée à quatre mille lieues de l'autre hémisphère et que ses institutions libérales, son amour de l'ordre, ses progrès toujours plus grands, ses ressources variées, ses activités commerciales et sa paix permanente ont placé dans une situation exceptionnelle en regard des autres nations de même origine."

Le voyageur français Mizgier affirme: "Dans aucun pays du monde, je n'ai vu une misère aussi répugnante qu'au Chili, surtout dans les villes." (*Le Chili en 1919*. Lyon, 1920, p. 168).

L'historien Luis Galdames exprime en ces termes le dualisme qui caractérise la société chilienne du début du XX^e siècle et le fossé qui sépare l'oligarchie des *rotos*: "D'un côté un groupe européenisé par le sang et la culture, de l'autre la multitude où prédominent le sang et le mode de vie indigènes. Entre eux et leurs croyances, leurs mentalités et leur manière de vivre, un abîme." (*Educación económica y intelectual*. Santiago, 1909, p. 210). [source: Jean-Pierre Blancpain, "Francisation et francomanie en Amérique latine: le cas du Chili au XIX^e siècle," *Revue historique*, no. 544 (oct.-déc. 1987), 365-407]

3. L'apparition de nouveaux acteurs. La contestation de l'État oligarchique.

La crise de domination oligarchique viendra de la montée de nouveaux acteurs. La poussée des expor-

tations s'accompagne de transformations: (1) enrichissement de l'État, d'où l'expansion de la fonction politique et de la bureaucratie; (2) urbanisation, d'où multiplication des services (commerce, banques); (3) apparition de demandes de nombreux groupes liés à ville (secteurs moyens, ouvriers) pour l'éducation, puis pour la participation politique.

La grande menace pour l'État oligarchique, ce sera la demande pour l'élargissement du système politique, du suffrage.

Si l'État oligarchique cède, c'est pour mieux appesantir son contrôle sur campagnes. L'oligarchie, en effet, a une assise rurale: elle contrôle une masse d'électeurs potentiels; elle se livre au tripotage des listes, si les péons deviennent des électeurs. Au Chili, elle développe le clientélisme rural pour conserver le pouvoir (le scrutin secret ne sera adopté qu'en 1958), ce qui ne l'empêche pas de chercher à acheter le vote de marginaux urbains ou de pratiquer le vol des élections.

Jusqu'en 1914, le système politique est caractérisé par la coercition institutionnelle (la violence pure est exceptionnelle). L'oligarchie n'est pas menacée par la division. Ce qu'on appelle les luttes intestines, ce sont des divergences autour d'un équilibre politique. L'opposition Conservateurs/ Libéraux porte surtout sur (1) les relations Église-État (les libéraux sont laïcs, en faveur de la séparation), sur (2) l'autonomie régionale (les conservateurs sont partisans d'un centralisme sur le modèle impérial), sur (3) les relations avec l'économie internationale (les libéraux sont libre-échangistes à outrance). Il n'y a pas de véritable fracture. Ces luttes sont l'expression politique d'exigences économiques et sociales de diverses oligarchies. Les tentatives pour agrandir des fiefs politiques débouchent sur des guerres civiles. Le bipartisme est sans conséquence pour la domination oligarchique.

L'entrée en scène des secteurs moyens peut représenter une menace pour l'ordre oligarchique. Le premier parti à se manifester, c'est l'UCR (1892), en Argentine.

Que sont ces «secteurs moyens»?

Une certaine sociologie américaine a beaucoup écrit sur rôle des classes moyennes en Amérique. Elle en a fait les porteurs des revendications démocratiques, un facteur de stabilité politique. Leur attitude en 64 au Brésil, en 73 au Chili, a montré qu'elles pourraient être aussi le mar-

che-pied de dictatures.

Les couches moyennes en Amérique latine ont une origine différente. (1) la prédominance du *latifundio* a bloqué formation d'une petite-bourgeoise agraire propriétaire; (2) l'industrialisation tardive à époque où le mode de production capitaliste passait au stade monopoliste a gêné la formation, puis la consolidation d'une petite-bourgeoisie industrielle.

Les couches moyennes sont surtout définies par les services et leur ascension indéniable se réalise à travers l'éducation et le revenu. La mobilité sociale dépend du dynamisme du marché (des possibilités d'exportations), mais elle se réalise à travers la salarialisation. Acheteuses de statut, donc assez conformistes, les couches moyennes sont avant tout consommatrices.

Dans la période 1880-1929, l'expansion des secteurs moyens s'est faite en relation:

- avec la montée générale des revenus de l'État et la diversification des tâches, des fonctions et des responsabilités de l'État moderne.
- avec l'urbanisation et les services qu'elle engendre et qui la soutient. Ainsi, par ex., au Chili entre 1920 et 1930, le personnel d'enseignement s'est accru de 60%, celui de la santé, de 130%, des autres secteurs, de 50%; en Uruguay, on passe de 20 000 à 60 000 employés inscrits au budget de l'État.

Les secteurs moyens constituent des groupes sociaux, des agglomérats d'individus occupant une position ambiguë ou contradictoire dans les rapports de production. La plupart ne créent ni de valeur nouvelle, ni ne prélèvent directement une plus-value, mais participent à la distribution de celle-ci (dont ils tirent leur salaire).

En général cependant, les secteurs moyens n'ont pas d'identité politique propre. À l'exception de l'UCR en Argentine, ils n'ont pas de parti propre. La majorité militent dans le parti libéral. Ils sont alors un appendice du système oligarchique. C'est de l'intérieur qu'ils cherchent à assurer une participation politique, en cherchant à tirer parti de l'apparition, dans sillage de l'urbanisation et d'une prolétarisation, de nouvelles clientèles en disponibilité politique et en mal de participation électorale, la classe ouvrière urbaine en formation. Ils mèneront une lutte pour le suffrage universel. Une minorité des secteurs moyens rejoint en effet les organisations ouvrières.

L'avènement des organisations ouvrières

L'Amérique latine n'a pas bénéficié avant 1914 de

la révolution industrielle. Le Mexique avec 200 000 ouvriers (sur une population de 15 millions) est le pays qui compte le plus de prolétaires. Le secteur secondaire n'absorbe pas plus de 10 % de la population active.

Les organisations ouvrières naissent au milieu du XIX^e siècle. Les premières formes (les sociétés de secours mutuels) regroupent surtout des artisans. Ce sera le noyau à partir duquel se développera le mouvement ouvrier.

Il convient de distinguer les pays à forte immigration (Argentine, Uruguay, Brésil) des autres pays. Ici les immigrants arrivent porteurs d'un autre modèle d'organisation. En Europe, la société mutuelle est déjà périmée. Les immigrants créent des cercles socialistes, anarchistes. En Argentine, ce sera le club Vorwarts avec son journal en allemand, à la manière des anarchistes italiens guidés par Malatesta (décennie 1880). À partir de 1900, on observe une "nationalisation" des organisations ouvrières, parallèle à la naturalisation des immigrants.

Dans les pays à faible immigration, l'évolution plus lente, limitée aux zones minières ou textiles. Les sociétés de secours mutuel n'en servent pas moins à la conscientisation. C'est d'elles que naîtront les sociétés de résistance (quand la solidarité interne est projetée vers l'extérieur sur les lieux de travail, opposant au patronat des demandes non salariales). Celles-ci intéressent surtout les prolétaires et non pas les artisans.

La patronat leur opposera la répression et le syndicalisme catholique. Au début du siècle, l'Église déploie une grande activité pour gagner de vitesse le mouvement anarcho-syndicaliste qui constitue la tendance dominante, et inquiétante pour les élites, au sein de la jeune classe ouvrière en voie d'organisation.

Contestation et formes de lutte entre 1850-1920

La période voit une cohabitation entre diverses formes de luttes, les unes traditionnelles, déjà présentes auparavant, même si elles se multiplient, les autres franchement modernes, inspirées des luttes qui ont cours dans les pays du Nord.

Dans le premier groupe, notons :

- Des révoltes rurales, des jacqueries. L'objectif est de récupérer des terres et détruire les oppresseurs.

Elles se produisent face à des spoliations, à des impôts, à la conscription (Sierra Gorda, Yaquis, Lozada). Étant locales, elles sont vite réprimées.

■ Des mouvements millénaristes. L'objectif est de restaurer un ordre juste, de recréer une micro-société. On les observe au Nord-est brésilien, une terre féconde en prophètes (Antônio Conselheiro, Padre Cicero). Ils sont une forme de résistance comme chez les Mayas, avec le mouvement des Cruzob.

Changement et révolte: un langage religieux

Todd A. Diacon présente dans *Millenarian Vision, Capitalist Reality: Brazil's Contestado Rebellion, 1912-1916* (Durham; Duke University Press, 1992), une réinterprétation d'un épisode important de l'histoire brésilien. La rébellion du Contestado fut provoquée par l'effondrement des relations de clientèle et du *compadrio* (compérage) qui les cimentaient. La pénétration du chemin de fer Itarare-Santa Maria amena les *fazendeiros* à se faire courtiers de main-d'œuvre pour les constructeurs ferroviaires à même leurs *compadres* ou *agregados*. Le compérage était une relation presque sacrée. Le caractère millénariste du mouvement s'explique comme réaction à cette désintégration: il réclame une régénération de la société, un retour aux valeurs du passé, y compris à la monarchie, il promet le salut et la résurrection.

■ Des réactions individuelles peuvent être à l'origine de phénomènes collectifs:

- le banditisme: refus d'une discipline du travail salarié sédentaire
- les gauchos argentins face à la rupture d'un mode de vie;
- les bandits mexicains, des brigands que pourchassent les *Rurales*;
- les *congaceiros* brésiliens ou les «bandits d'honneur»

Le banditisme exprime-t-il la nouveauté? Les bandits-guérilleros sont monnaie courante. Les bandits participent de la société. À Cuba, ils sont blancs: Manuel Garcia rançonne les riches, procède à des enlèvements, fait régner la terreur auprès des paysans; il mourut face à l'Espagnol lors de la guerre d'indépendance, devenant un héros. Au Brésil ou au Pérou, les grands propriétaires louent les services des *cangaceiros* et *bandoleros*.

■ C'est la réponse d'un **monde traditionnel** confronté à la modernité destructrice des modes de vie et des relations sociales, notamment celles à caractère paternaliste, verticaliste (impliquant un échange de services contre une certaine protection contre l'adversité). En Europe, les forces populaires impulsent la modernité. En Amérique latine, elles se soulèvent au nom de la tradition comme les Harkis, les

Chouans. Le rebelle est un *comunero*, car il subit la spoliation des haciendas. Les rebelles de la Sierra Gorda réclament l'abolition de tout travail obligatoire et la conversion des haciendas de plus de 1 500 habitants en pueblos. Moines et *cangaceiros* s'opposent à l'ouverture de routes, à la création de marchés, à l'irruption du capitalisme et à l'établissement de nouveaux rapports humains. L'ouvrier mineur ou textile reste proche de l'asservissement qui sévit dans les campagnes. Il est recruté par l'*enganche*, il achète ses produits à la boutique de la compagnie.

■ À l'inverse, les grèves constituent des formes «modernes». Celles de 1917-1919 mobilisent des centaines de milliers d'ouvriers à travers le continent, surtout à Buenos Aires et à Sao Paulo, deux concentrations. Au Mexique, ce sont les grèves de Cananea et de Rio Blanco.

La réforme universitaire

C'est en Argentine et en Uruguay, les pays les plus européens d'Amérique latine, qu'apparaissent au tournant du siècle les premiers mouvements étudiants. En 1908, se tint à Montevideo le Congrès international des étudiants américains; il réunit 43 délégués. Anti-impérialiste, il réclama une université ouverte à la classe ouvrière s'inspirant sans doute des "Universités populaires", nées à la suite de l'affaire Dreyfus et de la liquidation de l'anarchisme, déjà moribondes en 1907. Ce congrès faisait suite à une agitation et son militantisme devait se nourrir de l'exemple des anarchistes fort bien installés dans le mouvement ouvrier, puisqu'ils animèrent les premières fédérations nationales (FORA, FORU).

S'il est né à Córdoba en 1918, le mouvement de la "réforme universitaire" avait donc des antécédents. L'objectif du mouvement n'était pas tant la réforme de l'Université que la création d'une institution capable de transformer et de diriger une culture latino-américaine. Les étudiants percevaient l'Université comme l'incarnation de l'esprit national. "La préoccupation fondamentale du mouvement, écrit John P. Harrison, n'a jamais été l'Université en tant qu'institution, mais plutôt l'orientation de la conscience nationale et en fin de compte continentale." Il n'empêche que les étudiants obtinrent une participation dans la gestion universitaire, y compris dans l'embauche des professeurs, et les universités gagnèrent une plus grande autonomie vis-à-vis l'État. Et ces conquêtes eurent tendance à se répéter dans les autres pays, avec de grandes différences toutefois et non sans des reculs. L'État pouvait appuyer le mouvement — comme en Argentine sous l'UCR — si elle lui permettait de frapper l'oligarchie dans son bastion et d'adapter l'Université à la réalisation d'un projet bourgeois qui reposait sur l'élargissement des appareils d'État et donc sur la multiplication des cadres.

Par la suite les étudiants interviendront fréquemment dans la vie politique. Ils seront un élément important dans la "Révolution d'Octobre" au Guatemala (en 1944), mais

échoueront au Salvador. Ils jouèrent un rôle semblable dans le renversement de la dictature Machado à Cuba en 1933. Dans les années 60, ils fournirent les cadres et les troupes à la plupart des mouvements de guérilla rurale, puis urbaine. Ils ont été aussi les principales victimes de la répression qui va s'appesantir à partir de cette époque.

Familles et solidarités

Deux tendances sont à l'œuvre au XIX^e siècle: l'une pousse à l'individualisme, l'autre favorise le resserrement des solidarités. Il est difficile de dire laquelle l'emporte. La famille demeure importante, mais elle se transforme. Les parentèles sont reconnues au point que l'État brésilien reconnaissait, jusqu'en 1907, les limites familiales jusqu'à la douzième génération! Sur un millier de mariages de la famille des Nobreja, à Paraíba (Nord-Est), entre 1790 et 1920, 145 concernent des cousins au troisième degré (N=287). Il convient de lire *Les mémoires d'un sergent de milice* par Manuel Antonio de Almeida (1854) pour connaître le quotidien des classes populaires de Rio. On assiste à une remontée de l'illégitimité au XIX^e siècle. Le Paraguay est un cas extrême (83 % des enfants étaient illégitimes dans une paroisse d'Asunción en 1862). Parmi les autres changements, on observe un déclin de la dot à Lima, à São Paulo, à Mexico. Mœurs moins paternalistes? Femmes moins protégées? À partir de 1803 seules sont reconnues les promesses de mariage passées devant notaire. La femme perd une protection, mais elle acquiert plus d'autonomie. Le nombre de foyers dirigés par des femmes va croissant. Les femmes demandent le divorce à Mexico.

La trajectoire d'une grande famille: du négoce à la politique
"...typique encore est le cas de la famille Prado qui partit de la zone de Limeira-Aracas en direction de la terra roxa de Ribeirão Preto.

L'un des fondateurs de la famille, Antonio da Silva Prado, promu au titre de Barão de Iguape par l'Empereur, avait fait le commerce des mulets entre São Paulo, Goiás et Bahia: sa fortune s'était accrue grâce au fermage de certains impôts.

Le fils de Barão de Iguape, Martinho Prado, compléta les activités commerciales et bancaires de son père en devenant maître d'une grande plantation de canne à Campo Alto et Engenho Velho dans le municipe actuel de Aracas. En 1850, c'était déjà se placer à la pointe extrême du peuplement. Martinho Prado fit si bien fructifier la fortune du baron qu'à sa mort, en 1891, il laissa un capital qui fut estimé à 2 500 000 livres sterling. Les deux plus jeunes fils de Martinho Prado furent journalistes et écrivains brillants.

Le destin des deux aînés s'associa étroitement à la marche pionnière sur les plateaux occidentaux. L'un d'eux, Martinho Prado Junior (appelé familièrement Martinico pour le distinguer de son père) participa à la course aux filons de diabase; ce fut lui qui, dans un voyage effectué en 1887, découvrit la terra roxa

de Ribeirão Preto et révéla sa valeur aux planteurs de café.

Martinico Prado acheta là un domaine de 6 000 alqueires (145 000 ha); il y organisa la fazenda Guatalara, qui comptait 1 767 000 pieds de café à la mort de son fondateur en 1912. Une seule fazenda ne suffisait pas; s'associant à son père et à son frère Antonio, il monta la fazenda de São Martinho, de 12 000 alqueires et 3 400 000 caféiers. On connaît son rôle dans l'organisation d'une société d'immigration, allant lui-même plusieurs fois en Italie pour recruter des colons. Commissionnaire de café, il était activement mêlé au commerce exportateur. Avec son frère, il contribua à la fondation de la "Companha Paulista de Estradas de Ferro" qui desservait ses fazendas. Député à l'Assemblée provinciale, il pouvait y défendre les intérêts des planteurs.

Son frère Antonio fut ministre de l'Agriculture à la fin de l'Empire, maire de São Paulo, banquier, commissionnaire de café, fazendeiro, et dirigea la Cia. Paulista pendant trente ans. Une de ses sœurs avait épousé un diplomate brésilien, une autre un planteur, également homme politique et négociant en café." (P. Monbeig, *Pionniers et planteurs de Sao Paulo*. Paris: A. Colin, 1952, pp. 122-123) [Trois de ses descendants firent la critique des injustices sociales au Brésil. Caio fut l'un des grands historiens marxistes du Brésil.]

4. L'Amérique latine et le monde: de l'impérialisme du "free trade" au "big stick"

■ L'Amérique latine acquit une indépendance politique limitée au plan politique. Le poids des prêts étrangers, des marchands étrangers, bientôt des compagnies étrangères va limiter durablement l'exercice de la souveraineté. Elle appartient aux "systèmes politiques **pénétrés**".

■ L'Amérique latine est un greffon de l'Occident. Son nom est un héritage et une revendication à la fois. Aux XIX^e-XX^e siècles, elle a fait partie du «Triangle atlantique». Le pôle dominant a d'abord été l'Europe. L'Amérique latine y a trouvé les marchés indispensables, les sources de prêts, d'investissements, de technologies, d'immigrants, d'armements, des modèles politiques, idéologiques et culturelles. La Grande-Bretagne, en tant que première puissance industrielle, maritime et impériale, a mené le bal, avant d'être relayée par les États-Unis, à partir de 1898-1914.

Il importe de distinguer deux périodes: 1) de 1810 à 1865, quand triomphe l'impérialisme **européen** à prédominance britannique; 2) à partir de 1865, quand s'affirme au côté de l'impérialisme européen la montée d'un impérialisme extrêmement agressif, celui des États-Unis. La phase 1914-1929 marquera la transition d'une hégémonie à l'autre, à la faveur de la Première guerre mondiale, puis de la crise de 1929.

Cette périodisation n'oppose pas seulement des phases impérialistes selon la nation qui conduit le bal, ici la Grande-Bretagne, bientôt les USA. Elle recouvre aussi une différence de contenu: dans première phase, l'objectif est de **conquérir des marchés** (le capital marchand est le chef d'orchestre); dans la seconde, à cet objectif s'ajoute un autre, **réorganiser le procès de travail**, intervenir au niveau des rapports de production, implanter le mode de production capitaliste en Amérique latine: les investissements prennent le pas, le capital intervient en tant que capital productif entraînant la diffusion du salariat, mais sans que l'industrialisation vienne conférer sur place tout le dynamisme. Les structures sociales locales limitent l'ampleur de la transition. On passe aussi d'une prédominance presque exclusive des prêts (obligations) aux investissements directs.

A) L'impérialisme de 1810 à 1865

L'impérialisme européen fut moins agressif que subtil, fait de pressions sur les gouvernements, de menaces d'interventions. Parmi les épisodes violents, on peut signaler l'expédition espagnole au Mexique en 1829, les opérations franco-britanniques en Argentine et en Uruguay entre 1838 et 1850, l'expédition conjointe (France/Grande-Bretagne/Espagne) au Mexique en 1862-67, la démonstration espagnole au Pérou en 1865. Ces interventions sont justifiées par la suspension des paiements pour les prêts consentis aux gouvernements. La «politique de la canonnière» consiste en une démonstration navale destinée non pas à conquérir des **territoires**, mais à amener les gouvernements à respecter leurs engagements financiers ou à indemniser les ressortissants européens lésés lors de conflits internes. L'expédition française au Mexique n'avait pas à l'origine d'autres buts, même si elle déboucha sur l'installation d'un empereur européen, avec appui des conservateurs et de l'Église en lutte contre les Libéraux.

Ce qui intéresse ces puissances, c'est de faire des affaires, de placer leur «camelote». On veut s'assurer des débouchés. On s'oppose à l'établissement de tarifs douaniers qui gêneraient l'importation de marchandises européennes. Les Britanniques sont très actifs pour obtenir des gouvernements la signature de traités commerciaux qui incluent la «clause de nation la plus favorisée». Les agents des intérêts britanniques sont des colonies de marchands britanniques installés des villes latino-

américaines (tels les Edwards au Chili). Pour ouvrir un pays au commerce, on n'hésite pas à recourir à la force: p.e. en 1837, l'opération navale au Río de Plata. Le Río de Plata exerçait une fascination sur les Européens à cette époque.

Ainsi la Grande-Bretagne intervient dans le conflit entre le Brésil et l'Argentine à propos de la "Banda Oriental" pour créer Uruguay qui servira d'"État-tampon". Les Britanniques veulent faire de Montevideo un "entrepôt britannique", une "*colony in disguise*" disait l'émissaire yankee. On s'alliera à l'Uruguay pour vaincre Rosas. Les intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne pouvaient avant 1850 commander l'exercice de la force, ou au moins d'une diplomatie musclée. Mais la Grande-Bretagne refusera de créer en Uruguay un "protectorat britannique" comme l'aurait souhaité l'élite marchande uruguayenne. Le Río de Plata n'est pas le Canal de Suez, l'Uruguay n'est pas l'Égypte. La Grande-Bretagne n'avait pas d'intérêts stratégiques dans la région. Son emprise territoriale se limite au Belize (Honduras britannique), aux West Indies et à la Guyana, des territoires occupés avant l'indépendance des colonies espagnoles. L'Amérique latine n'est pas l'Inde.

La politique britannique adopte un "profil bas". Le *Foreign Office* affiche un style aristocratique: l'ambassadeur fait de la politique, le commerce est abandonné aux soins des consuls et des attachés. Les postes en Amérique latine ne sont pas prisés: ce sont des impasses professionnelles, des pierres tombales plus que des tremplins. Le F.O. fait peu pour promouvoir intérêts commerciaux. Il se montre prudent dans la défense des réclamations. Il adopte une position plutôt légaliste. La menace de représailles suffit.

Après 1850-1865, la Grande-Bretagne compte sur le "*free trade*" "*fair field and no favour*" pour s'imposer. Sa supériorité économique fonde son hégémonie. Le cas uruguayen montre le principal ressort de la puissance britannique: sa capacité à obtenir la collaboration volontaire de l'élite uruguayenne. La Grande-Bretagne pratique l'"*indirect rule*". Son empire est "informel". A partir de 1865, l'Uruguay cesse d'être le canal de l'expansion commerciale au Río de Plata pour devenir un objectif en soi. L'impérialisme commercial se double d'un impérialisme financier: les investissements britanniques passent de moins de 10 M£ en 1875 à plus de 240 M£ en 1900. Pour l'ensemble de l'Amérique

latine les investissements britanniques bondissent de moins de 80 M£, en 1865 à 552 M£ en 1895. Les élites locales identifient leurs intérêts avec ceux de la Grande-Bretagne, lui épargnant le besoin d'intervenir.

La Grande-Bretagne approvisionne l'Amérique latine au XIX^e siècle

Le consul britannique à La Plata, Sir Woodbine Parish, décrivant dans les années 1830 le costume du gauchois: "Prenez tout son équipement - examinez tout ce qui l'entoure - et ce qui n'est pas du cuir naturel qu'est-ce qui n'est pas britannique? Si sa femme a une robe, elle vient dix fois plutôt qu'une de Manchester; la gamelle dans laquelle il cuit sa nourriture, la poterie dans laquelle il mange, le couteau, son poncho, les éperons, le mors sont tous importés d'Angleterre."

L'ambassadeur US à Rio vers 1840 corroborait:

"Sur toutes les haciendas du Brésil le maître et les esclaves s'habillent de produits du travail libre et les neuf-dixièmes sont britanniques. La Grande-Bretagne fournit tout le capital nécessaire pour aux améliorations internes au Brésil et manufacture tous les outils d'usage courant, depuis la pelle, et presque tous les articles de luxe et pratiques depuis l'épingle jusqu'au vêtement le plus coûteux.... La Grande-Bretagne fournit au Brésil ses bateaux à vapeur et à voile, pave et répare ses rues, éclaire ses villes avec son gaz, construit ses chemins de fer, exploite ses mines, est son banquier, monte les fils de son télégraphe, transporte son courrier, construit ses meubles, ses moteurs, ses wagons..."

L'Amérique latine choisit au XIX^e siècle de ne pas défier la doctrine libre-échangiste. Un ministre argentin reconnaissait les risques: "Nous ne sommes pas en position de prendre des mesures contre le commerce étranger, particulièrement britannique, parce que nous sommes liés à cette nation par de grandes dettes et nous nous exposons à une rupture très dommageable." Les États-Unis ne partageaient pas cette peur. Le président Grant déclarait vers 1870: "Pendant des siècles l'Angleterre a compté sur la protection, l'a portée à des extrêmes et en a tiré des résultats satisfaisants. Il ne fait pas de doute que c'est à ce système qu'elle doit sa puissance actuelle. Après deux siècles, l'Angleterre a trouvé avantage à adopter le libre-échange parce qu'elle croit que la protection ne lui offre plus rien. Très bien, messieurs, ma connaissance de notre pays me fait croire que d'ici 200 ans, quand l'Amérique aura tiré de la protection tout ce qu'elle peut lui offrir, elle adoptera elle aussi le libre-échange." [et cherchera à l'imposer à tous].

B) L'impérialisme à partir de 1865

A partir de 1865, les rivalités impérialistes vont s'accroître en Amérique latine. La Grande-Bretagne n'est plus seule dans la course. On assiste à la montée de l'impérialisme allemand au Chili, au Brésil, en Argentine, au Venezuela, en Amérique centrale et au Mexique. La France aussi affiche des

ambitions, particulièrement au Brésil, au Mexique et en Argentine. On disait de l'Argentine au tournant du siècle: "une colonie économique de la Grande-Bretagne et un vassal culturel de la France". Un observateur britannique notait avec envie vers 1914: "Un Argentin enlève son chapeau devant l'Anglais mais marche bras dessus bras dessous avec le Français". L'adhésion aux valeurs françaises permettait à l'élite d'exprimer sa résistance face au monde anglo-saxon "matérialiste" et sa foi dans la supériorité de la culture latine. L'Espagne qui a perdu ses dernières colonies américaines en 1898 prétend aussi exercer une influence spirituelle au nom de l'**hispanité**.

Le grand rival sera les États-Unis. N'eût été la guerre de sécession, ils n'auraient pas toléré l'intervention française au Mexique en contradiction avec la doctrine Monroe. Au sortir de la guerre civile, ils affichent une volonté de puissance. En 1823, le président Monroe avait proclamé ce qui allait devenir à partir des années 40 la doctrine Monroe: les puissances européennes ne devaient pas intervenir en Amérique latine. De fait, la déclaration visait davantage la sécurité des États-Unis que la défense des nouvelles républiques contre des visées de reconquête de la "Sainte Alliance". Les États-Unis n'avaient ni le pouvoir ni les moyens pour faire respecter la doctrine hors de leurs frontières. Ils ont des ambitions (à l'endroit de Cuba, du Mexique, de l'Amérique centrale) et ils veillent au grain. Tout au long du XIX^e, ils s'opposent au système européen "d'équilibre des puissances" afin de faire prévaloir le "déséquilibre des puissances" qui leur est favorable.

Entre 1776 et 1853, les États-Unis triplent leur territoire. Or le tiers au moins de cette expansion s'est fait aux dépens de territoires espagnols. Des achats viennent généralement sanctionner des invasions, des sécessions téléguidées (Texas), des guerres (contre le Mexique, contre l'Espagne). L'achat de la Zone du Canal en 1903 couronnera le processus.

Les intérêts U.S. sont plus concentrés que les intérêts européens; ils se portent vers l'arc des Caraïbes. Les Européens s'y intéressent moins, du fait que le sucre des îles entre en concurrence avec les intérêts betteraviers métropolitains. Certaines métropoles (Danemark, Suède) cherchent même à se départir d'îles que les États-Unis achèteront. A partir de 1879 (la guerre du Pacifique, les travaux de Lesseps sur un canal panaméen), les États-Unis s'engagent

plus activement en Amérique latine en quête de marchés. Ils se dotent d'une marine de guerre. Leur présence dans la région éclatera entre 1895 et 1903 à la faveur: 1° du conflit anglo-vénézuélien, quand la Grande-Bretagne reconnaît que les États-Unis ont des droits en Amérique latine et que les puissances européennes ne peuvent y intervenir contre eux, si bien qu'elles acceptent leur médiation; 2° de l'intervention US dans guerre hispano-américaine en 1898; 3° de l'achat en 1903 de la Zone du Canal à Panama pour y construire un canal interocéanique. La construction d'un canal à Panama fera du Bassin des Caraïbes un lac US. Le Bassin des Caraïbes sera leur "arrière-cour": désormais, tout événement qui s'y produira sera considéré du point de vue de leur "sécurité nationale", un concept global, vague à l'excès. Washington fera tout en son pouvoir pour que ne se forme pas dans cette région de gouvernement qui puisse lui être hostile.

À partir de ce moment, les interventions US dans la région se multiplieront et prendront les formes les plus diverses: démonstrations navales (reprise de la "diplomatie de la canonnière" qu'avait pratiquée les Européens), débarquements de marines et occupations militaires, généralement suivis par la formation d'une force policière locale (Garde Nationale), gestion des finances et des douanes pour garantir les remboursements de prêts offerts par des banques privées, installation de régimes fantoches, interférences dans les conflits politiques internes (entre Libéraux et Conservateurs), pressions économiques (embargo commercial) et diplomatiques (refus de reconnaître des gouvernements issus de coups de force et pouvant leur être hostiles).

Ces interventions répondent à deux grandes motivations:

- La hantise de la sécurité hémisphérique. Washington intervient dans le Bassin des Caraïbes pour éviter toute ingérence extra-continentale. Il restaure l'ordre, mais l'ordre sera de courte durée. En ne s'attaquant pas aux structures socio-économiques et politiques, véritables causes de l'instabilité chronique, la *dollar diplomacy* et la *gunboat diplomacy* règlent en surface des problèmes qui continuent à resurgir, entraînant d'autres interventions.
- La conviction de leur excellence engendre chez les Américains un sens aigu des responsabilités morales vis-à-vis les autres peuples, ce qui les amène à ignorer les aspirations nationalistes de ceux-ci.

Entre 1865 et 1896, l'Amérique latine avait profité d'une certaine apesanteur géopolitique. Après 1896, les États-Unis affirmeront dans les **actes** leur hégémonie, sans égard pour la souveraineté des nations latino-américaines. La diplomatie US est unilatérale, irrespectueuse pour les susceptibilités de ses voisines. Elle est **moralisatrice** (après s'être présentés comme prédestinés par la Providence à s'étendre aux dépens des peuples inférieurs, les États-Unis invoquent, sous Wilson, la mission de préparer ces nations pour la démocratie). Elle est **mercantiliste**: qui domine le commerce domine le monde; il faut reconquérir le marché latino-américain, le "marché naturel" des États-Unis. Le State Department s'emploie à promouvoir le commerce US à l'étranger.

De gendarme en Amérique latine à la sécurité en Europe:

Gilderhus, Mark T. Gilderhus retrace dans *Pan American Visions: Woodrow Wilson in the Western Hemisphere, 1913-1921* (Tucson: University of Arizona Press, 1986) les aspects diplomatiques, économiques et politiques de la politique latino-américaine de Wilson, avant et après la Première Guerre mondiale, en se concentrant sur le rôle du Mexique, de l'Argentine, du Brésil, du Chili. Le pan-américanisme (au sens de l'intégration régionale) fut une pièce maîtresse de la politique latino-américaine de Wilson et devint "une sorte de canevas" pour sa vision du monde. Mais sa vision d'une coopération politique et économique se heurta à la résistance de l'Amérique latine à faire partie d'une alliance formelle avec les États-Unis et échoua sur les récifs des interventions militaires antérieures, au Mexique et à Cuba. Dans l'esprit de Wilson, l'intégration régionale devait promouvoir le commerce bilatéral et les investissements, encourager la coopération en vue d'une sécurité réciproque, restreindre la nécessité d'une intervention militaire unilatérale des États-Unis. Le pan-américanisme était perçu comme une stratégie régionale pour la paix et la prospérité comparable à l'effort international de Wilson pour créer la Ligue des Nations.

Réflexions sur l'impérialisme avant 1914

Quel fut la responsabilité de l'impérialisme dans le sous-développement de l'Amérique latine? La réponse dépend de la perspective:

- Le Latino-américain sera porté à incriminer l'impérialisme et à voir dans l'Amérique latine la victime de visées à laquelle elle ne pouvait s'opposer;
- Un observateur extérieur pourra rejeter le blâme sur les Latino-Américains eux-mêmes, imputer le retard de leurs pays au conservatisme des masses, à l'ignorance, à la corruption des gouvernements...

On peut invoquer des arguments pour l'une ou

l'autre thèse.

A) L'impérialisme a ses responsabilités:

- peu d'interventions directes avant l'entrée en scène des USA, mais suffisamment pour laisser croire qu'une opposition aux intérêts impérialistes entraînerait des représailles. La menace suffisait, appuyée périodiquement par des démonstrations de force.

- la division du travail. L'Europe menait jeu: elle importait ce qui lui convenait aux prix qu'elle déterminait.

- l'impérialisme avait les moyens de sa politique: des banques, des réseaux de communications, de transport ferroviaire, les navires, les compagnies, les prêts aux gouvernements, l'arme de la reconnaissance diplomatique, l'appui aux parties belligérantes.

- la capacité à appliquer des pressions: supériorité technologique, militaire, navale, possibilité de jouer un État-client contre un autre, de provoquer des concurrences, des rivalités.

B) Du côté de l'Amérique latine: l'impérialisme n'est possible que s'il trouve des "collabos", des alliés internes.

- leur propension à emprunter la technologie étrangère plutôt que de la domestiquer (comme firent Japonais). L'apport technologique tend à demeurer épidermique.

- leur conception ornementale de l'éducation supérieure.

- l'élite cherche à profiter des apports étrangers pour les digérer dans des formes conservatrices.

- ce ne sont pas les capitaux qui manquaient: en 1882, *El Mercurio* citait 59 fortunes supérieures à 1M p (178,5M), mais les riches Chiliens préféraient placer leur argent où ils le voyaient. La richesse en Amérique latine est ostentatoire (Ce n'est pas l'Amérique puritaine). L'oligarchie n'acceptait l'innovation que si celle-ci ne remettait pas en cause les structures hiérarchiques: c'est un gouvernement d'élite, pour l'élite et par l'élite.

- en vertu d'une culture extravertie, il n'y a pas de mouvement doctrinal autochtone capable de transformer la domination oligarchique en hégémonie bourgeoise.

- les élites n'absorbaient les étrangers que si ces derniers acceptaient de communier à leur vision des structures sociales.

L'alliance entre l'impérialisme et l'oligarchie/bourgeoisie est capable de secréter la croissance, mais

non d'enclencher un véritable processus de développement global. Celui-ci demeure sectoriel, partiel, en bref minoritaire, fort inégal comme tout développement capitaliste.

Le cas de Chili à l'époque du nitrate révèle les mécanismes qui lient la croissance économique et le non-développement. L'alliance avec la bourgeoisie étrangère et les immenses revenus du nitrate évitent à la bourgeoisie locale d'avoir à affronter l'oligarchie, permettant de faire coïncider le moderne et le traditionnel. Elle facilite **l'absorption** des éléments nouveaux sans nécessité de réformes progressistes. L'importation de facteurs de production étrangers tient lieu de transformations internes, procure des gains de productivité sans qu'on ait à révolutionner les structures sociales. L'origine exogène de la croissance l'empêche de créer les conditions du développement.

La domination interne et la domination externe forment donc un couple, dont la solidarité repose sur un pacte. L'élite locale garde le secret de la domination interne; elle est le garant de l'alliance dans son efficacité sociale. L'étranger en revanche offre les moyens (techniques, financiers) de convertir cette domination en fortune liquide, en biens de consommation et de la défendre contre des révoltes venant des dominés. Comme l'écrivait L.A. Pérez à propos de l'hégémonie U.S. à Cuba vers 1920: "Cuban collaboration was at once the necessary cause and the inevitable effect of US hegemony; the intervenors [US] and the intervened [Cubans] together underwrote the viability of the client state". Il n'y a pas de domination externe qui tienne sans complicité interne.

L'impérialisme en Haïti: témoignages du début du XIX^e siècle

Haïti est sous la coupe des intérêts étrangers. Sténio Vincent qui sera président d'Haïti de 1930 à 1941 décrit la situation au début du XX^e siècle.

"Dans les villes, l'Haïtien s'il n'est fonctionnaire végété et intrigue. Pendant ce temps, la banque est allemande, l'enseignement est français et congréganiste. Le commerce d'importation est allemand, français, anglais, américain et syrien. Le clergé catholique est français (breton). Le clergé protestant est anglo-saxon. Le personnel technique de notre marine et de nos modestes services de transport est allemand, américain et français. [...] Les quelques usines que nous avons ça et là pour la préparation du café du cacao, les deux ou trois plantations quelque peu organisées, tout cela est aux mains des étrangers." (S. Vincent, *En posant les jalons*. 1908, p. 255)

Le chargé d'affaires français en Haïti écrit en 1910:

"ce pays, menacé et désorienté, flotte déjà au gré des vents, tel un bateau sans pilote, jusqu'au jour prochain où il viedra échouer sur les bas fonds de la grande République étoilée." (Lettre au Ministère des Affaires étrangères, Paris, Archives dipl., n. série, Haïti, v. 23, f. 80)

Le ministre français à PAP, Carteron écrit au MAE en 1908: "malgré tout, il n'est pas impossible que les Haïtiens arrivent à se transformer eux-mêmes par eux-mêmes: car il y a parmi eux une élite de gens distingués par le cœur et par l'esprit et le peuple qui est foncièrement bon et malléable peut être dirigé vers le bien plus facilement encore que vers le mal." (idem, v.3, f. 107).

Lorsque, au début de l'occupation, les officiers US annoncent qu'ils sont là pour trois ans, le ministre Girard émet l'avis que ce délai sera trop court pour "faire revenir sur un siècle d'erreur et pour amender de façon définitive le caractère d'une race incontestablement impropre à l'exercice du gouvernement." (idem, v. 11, f. 109). [Ces citations sont tirées du mémoire de maîtrise de Geneviève Perrault sur la réaction française à la montée de l'hégémonie US en Haïti, U de M, 1993]

5. La culture au tournant du siècle

Les luttes qui accompagnent la construction des nouveaux États-Unis donnent lieu à de nombreux exils, à des révisions, à des emprunts. Une nouvelle culture savante se met en place qui tourne le dos à la culture populaire. Nous allons en présenter les principales manifestations en distinguant les modes d'expression.

A) les lettres entre l'imitation et la création: modèles et américanité

Les écrivains de cette époque ont tendance à considérer leurs nations comme des ardoises culturelles sur lesquelles ils peuvent dessiner les utopies venues des Lumières. Les déceptions seront à la mesure des attentes! L'Amérique latine se révèle être un cheval sauvage difficile à dompter.

Facundo: civilización y barbarie (1845) de l'Argentin Domingo F. Sarmiento (1811-88) est un classique qu'on lit encore. Il exprime une constante dans la littérature argentine, la tension entre l'héritage européen et l'héritage *criollo*. Nous retrouvons là un des principaux dilemmes des intellectuels latino-américains, du moins d'avant 1960: prendre le train de la modernisation, promouvoir l'occidentalisation ou défendre les traits traditionnels. Civilisation ou barbarie? pour reprendre la formulation de Sarmiento. Les deux coexistaient en Argentine: d'un côté, un mode de vie archaïque, pastoral, qui s'exprimait dans des caudillos issus de la pampa; de l'autre, une société à bâtir grâce au commerce, à l'industrie, une société urbaine, ouverte sur le monde. Laquelle devait l'emporter? Livre de combat contre la dictature de Rosas, écrit en exil, *Facundo* est un appel à

coloniser l'intérieur "barbare". Buenos Aires y apparaît comme un avant-poste de la "civilisation". Sarmiento deviendra par la suite président de l'Argentine.

À l'inverse, un quart de siècle plus tard, à l'ère de la destruction de la vieille Argentine créole, *Martin Fierro* (1872) chante l'homme de l'intérieur, le *gaucho*, à l'heure où la ville triomphe. Le personnage, n'étant plus menaçant pour le projet rénovateur qu'incarnait Sarmiento, deviendra l'étendard national. Au moment où les coutumes reculent devant la civilisation (le rail, le capitalisme, la ville), des écrivains ressuscitent les "traditions". Ce sera la vague des auteurs "*costumbristas*" (qui traitent des mœurs, des coutumes, des anecdotes du passé): R. Palma, I. Altamirano. On peut y voir une protestation, une résistance contre le rouleau compresseur du progrès qui met sous tension les relations sociales et les modes de vie "traditionnels" (la campagne, le paternalisme, le rythme lent). Le roman réaliste ira plus loin, dénonçant l'exploitation des mineurs, des artisans, des paysans. Les conflits opposent non plus des individus, mais des groupes. Une Péruvienne, Clorinda Matto de Turner, publie en 1889 le premier roman de protestation sociale, *Oiseaux sans nid*, dans lequel elle dénonce l'exploitation des Indiens par un curé de village. Le **roman social** dominera désormais le paysage littéraire: il parle de la nature américaine et des hommes qui la peuplent. Pensons à Euclides da Cunha (*Os Sertões*, 1902). Il y a des romans sur la forêt tropicale (*La Voragine*), sur les savanes (*Doña Barbara*), dans la veine naturaliste qui transforme les forces de la nature en **protagonistes**. D'autres dépeignent des contextes d'oppression: les romans indigénistes (C. Alegria, J. Icaza, A. Arguedas, etc.), des travailleurs dans les bananeraies.

Le créolisme comme l'indigénisme sont des ripostes intellectuelles au positivisme et au matérialisme qui l'accompagne. Il insiste sur ce qui vient du cru (*lo nativo*) face à ce qui est importé (*lo extranjerero*). La formation de la "culture nationale" paraît nier le pluralisme culturel qu'on observe dans bien des pays, particulièrement ceux de l'Indoamérique. C'est qu'il faut entendre la "culture nationale" comme un processus créatif réalisant l'**unité dans et par la diversité**.

La critique du mimétisme

Un intellectuel brésilien écrivait vers 1870: «Nous sommes des consommateurs, non des producteurs d'idées».

Des intellectuels reviennent à travers le *costumbrismo* à des valeurs locales. José Martí écrit dans *Notre Amérique*: «Nous étions un masque, avec des pantalons anglais, le gilet parisien, la veste nord-américaine et le bonnet espagnol... Les redingotes viennent toujours de France, mais la pensée commence à être américaine. Les jeunes Américains se retroussent les manches, enfouissent les mains dans la pâte et la lèvent avec le levain de leur sueur. Ils comprennent que l'on imite trop, et que le sauvetage est dans la création.»

Les lettres latino-américaines savent faire preuve de créativité. Les formes européennes ne cadraient pas ou convenaient mal aux réalités régionales. Mais les écrivains (comme les artistes) n'arrivaient pas à se les approprier, à les maîtriser pour les transformer. Ou ils rêvaient d'aller en Europe, ou ils y résidaient coupés de leur milieu d'origine. L'amélioration considérable des communications après 1870 les mettra en contact direct avec l'Europe et leur permettra d'appliquer les outils aux matériaux locaux. Le **modernisme** qui fera école de part et d'autre de l'Atlantique, renouvelant la poésie espagnole, en fournit un bel exemple. Un nom l'incarne: le Nicaraguayen Rubén Darío. Le modernisme puise au romantisme, au Parnasse et au symbolisme, mais il est authentiquement latino-américain par sa forme, son vocabulaire, le sujet, l'émotion. Réagissant à l'utilitarisme positiviste, il cultive la beauté de l'inutile, exploitant et redécouvrant la sonorité de l'espagnol. La poésie de Darío est une protestation poétique.

B) les arts plastiques: du baroque au mouvement muraliste

L'art colonial avait été un art religieux. À l'inverse, l'art au XX^e siècle se caractérisera par l'influence des questions **sociales** et **politiques**. Ce sera un art narratif, représentatif, mis au service d'une critique des maux de la société afin de contribuer à la réforme.

L'indépendance inaugure une césure artistique. Il y a d'abord rejet du baroque associé à l'Église, au religieux, à l'Espagne, au profit du néoclassicisme associé à la France révolutionnaire, aux libertés bourgeoises, à l'éducation laïque. Le bâtiment-symbole sera l'académie. On ignore Goya, parce qu'il est Espagnol, au profit de modèles français ou italiens. De contestataire de l'ordre colonial, le néoclassicisme devient le style officiel, étranger à l'Amérique qu'on voudrait copie de l'Europe. La cathédrale de Buenos Aires imite la Madeleine et le Palais-Bourbon. L'architecture civile des nouvelles

Républiques sera néoclassique (v.g. La Moneda, à Santiago). Le baroque est devenu entre-temps populaire, accessible aux masses sous la forme religieuse. Comme il arrive souvent dans l'histoire: un nouveau style s'impose au sommet et l'ancien, dévalué par l'élite, est récupéré par le bas. Ce seront des artistes européens qui révéleront l'Amérique aux Européens et, avec un décalage, aux Latino-Américains. On pense à Rugendas, à Hildebrandt, ou à Berg, à leurs paysages, à la critique antiesclavagiste. Le romantisme reconciliera l'artiste avec la nature américaine et avec l'Indien comme objet (indianisme).

L'autre grand moment de l'art latino-américain est tributaire de la révolution mexicaine. Le **mouvement muraliste** est l'œuvre d'artistes qui voient l'art dans un contexte sociopolitique. Il se caractérise par de gigantesques fresques. Les artistes prétendent s'adresser au peuple au moyen d'un art didactique, explicite. L'art est un levier pour communiquer des idées. Sous le patronage de l'État, le muralisme entend rééduquer les masses. On retrouve la veine des missionnaires du XVI^e siècle. Les artistes forment en 1922 le Syndicat des Peintres, Sculpteurs et Graveurs Révolutionnaires. Les trois grands sont Siqueiros (1898-1975), Orozco (1883-1949) et Rivera (1886-1957). Ils recourent aux symboles directs et font appel à l'histoire afin de glorifier l'héritage indigène et célébrer la civilisation moderne. Siqueiros met en valeur la lutte de la classe ouvrière, Orozco, la Révolution et la formation de la nation, Rivera, la Révolution et la culture indigène. Orozco oppose le Bien et le Mal; son Cortés est un hybride homme-cheval comme il apparut aux Indiens. C'est un expressionniste à la Max Beckmann. S'inspirant à plusieurs sources (les fresques de la proto-Renaissance, le cubisme, les murales des *pulquerías*), Rivera offre une vision idéalisée de la culture indigène, sans classe, sans guerre.

Marta Traba a dénoncé dans les années soixante le muralisme mexicain qui aurait causé à l'Amérique latine "plus de vingt ans de retard et de paralysie". Elle chante l'avènement de l'abstraction qui lui permet d'oublier l'obsession d'une nature dominatrice et implacable. Les États-Unis n'aimaient pas non plus cet art propagandiste. Ils favoriseront au moyen d'expositions, de tournées, de subventions, l'émergence d'artistes portés vers l'abstraction, une représentation conforme à l'individualisme et aux obsessions des classes moyennes.

Le mouvement muraliste eut un impact partout en Amérique latine. Il devint comme un style officiel. Il offrait aux artistes un langage adapté aux précoc-

cupations politiques, culturelles du temps et aux demandes pour une justice sociale. Dans les pays andins il se fonde avec le courant **indigéniste**. On pense à José Sabogal (Péruvien, 1888-1956), à Eduardo Kingman (Chilien, 1911-) [*Los Guandos* nous montre un contremaître brandissant le fouet sur le dos de porteurs indiens], à Oswaldo Guayasamín (Équatorien, 1920-), dont les *Chemin de Larmes* peignent la vie des démunis dans le monde. Le peintre le plus original est sans doute Fernando de Szyszlo (Péruvien, 1925-) qui reprend sous une forme abstraite les dessins géométriques présents dans les tissus, la céramique et la sculpture architecturale précolombiens. Le Cubain Wilfredo Lam (1902-1982) exploite la statuaire africaine.

Un événement important fut la "Semana de arte moderna" tenue à São Paulo en 1922 à l'occasion du centenaire (du Brésil indépendant) et qui intégrait la musique, la littérature et les arts plastiques. L'une des artistes les plus originaux fut Tarsila do Amaral (1886-1973). Elle séjourne à Paris où elle découvre sa brésilianité en compagnie du poète Osvaldo de Andrade. La thèse d'Andrade, exposée dans le manifeste *Antropôfago* (1928), est que l'artiste doit dévorer les influences étrangères, les digérer et les transformer en quelque chose de neuf.

Le **tango** est un bel exemple de métissage. Le terme, d'origine africaine, désigne d'abord un tambour, puis la danse cubaine qu'il suscite. Le tango cubain aurait ensuite donné le tango espagnol, variante de la *habanera* (qu'on trouve dans l'opéra "Carmen" de Bizet), d'où il serait passé en Argentine, fusionnant avec la *milonga*, une danse rapide, sensuelle, incontestablement argentine. Le tango argentin triomphe dans les quartiers portuaires de Buenos Aires vers 1880, alors que les immigrants affluent vers cette ville. La bonne société boude cette danse érotique et violente. Pourtant la fièvre du tango envahit Paris et l'Europe avant 1910; même s'il s'agit d'une version épurée, le tango choque, surtout que son triomphe s'accompagne d'une adaptation de la mode féminine (la jupe qui s'ouvre sous le genou). La consécration européenne fera que le tango reviendra en Argentine paré de nouvelles couleurs; la musique et les paroles se font plus mélancoliques, le pas, plus glissé. Le Vatican lèvera

son interdiction vers 1920. Le plus grand musicien de tango sera le Toulousain naturalisé argentin Carlos Gardel. Il trouve un digne continuateur dans Astor Piazzola.

On pourrait en dire autant de la **lambada**, née au Brésil vers 1930, interdite par le gouvernement pour sa lubricité, mais qui est revenue en force vers 1986 dans le nord, puis à Rio lors du Carnaval, a connu un été explosif sur la Côte d'Azur en 1988 avant d'être lancée sur la planète grâce au tube du groupe Kaoma et de la chanson-thème, un réarrangement accéléré d'une mélodie bolivienne! Ce joyeux exercice de frotti-frotta conforte l'image qu'on se fait des Brésiliens, peuple joyeux et sensuel, comme le veut le dicton: "il n'y a pas de péché au sud de l'Équateur"!

Les loisirs des gens bien au tournant du siècle

"Mar del Plata, de village de pêcheurs est devenue une ville, une ville fastueuse. Toutes les grandes familles y ont leur chalet, leur château, leur palais... Il y a la roulette, un hippodrome, un golf-club, etc. Tout le monde rêve d'appartenir au Tout Buenos-Ayres, de voir son nom et ses faits et gestes imprimés dans la section "vie sociale", des journaux et des gravures des revues d'actualité. Tous veulent avoir leur abonnement à l'Opéra et aux théâtres, où viennent jouer les meilleures actrices et les meilleures troupes françaises, espagnoles, italiennes: tous veulent figurer au Corso quotidien de Palermo, le "Bois" de la capitale, ou de la rue Florida, la "rue de la Paix" la ville; tous vont aux courses chaque dimanche et engagent des paris..." (H.D. Sisson, *La République Argentine*. Paris: Plon, 1910, pp. 189-190)

La culture populaire à Sao Paulo vers 1930

On pouvait enfin observer et recueillir un rustique folklore: fêtes de mai où les villages s'ornaient de vertes palmes, luttes commémoratives fidèles à la tradition portugaise, entre *mouros* et *cristãos*; procession de la *nau catarineta*, navire de carton gréé de voiles en papier; pèlerinage à de lointaines paroisses protectrices des lépreux où, dans les effluves crapuleux de la *pinga* -alcool de canne à sucre très différent du rhum et qu'on absorbe pur ou en *batida* c'est-à-dire mêlé au jus de citron galé - des bardes métis, bottés, costumés d'oripeaux et prodigieusement ivres, se provoquaient au son du tambour à des duels de chansons satiriques. Il y avait aussi les croyances et les superstitions dont il était intéressant de faire la carte: cure de l'orgelet par l'imposition d'un anneau d'or; répartition de tous les aliments en deux groupes incompatibles: *comida quente*, *comida fria*, nourriture chaude et nourriture froide. Et d'autres associations maléfiques: poisson et viande, mangue avec boisson alcoolisée ou banane avec du lait. (Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*)

Annexe

La Révolution mexicaine

Le Mexique contemporain est fils d'une révolution survenue entre 1910 et 1917, la première révolution sociale du XX^e siècle. Le Mexique se détache depuis trois quarts de siècles comme un modèle de stabilité politique dans l'Amérique latine. Il n'a connu aucun coup d'État réussi depuis 1876 et aucune tentative sérieuse de renverser l'État depuis 1910-1920. Les élections présidentielles sont devenues des négociations à l'intérieur d'un parti semi-officiel. Le consensus semble prévaloir sur la plupart des questions. La constitution confère au régime un air de légitimité. L'État mexicain, en se réclamant d'un héritage révolutionnaire et en détenant un monopole pratique sur les instruments du pouvoir, semble fonctionner en douceur, avec constance et avec efficacité.

Cette stabilité exemplaire a reposé sur un régime autoritaire capable de se réformer juste assez pour neutraliser les demandes de démocratisation. Du moins jusqu'à 1988, quand le PRI dut admettre que son candidat à la présidence n'avait récolté que 50,4 % des voix (face à 31,1 pour Cárdenas) et que l'abstention avait atteint 48,4 %, des résultats d'autant plus humiliants et déstabilisants que les observateurs avaient été témoins de fraudes et d'irrégularités avant, pendant et après le scrutin. Puis ce fut en janvier 1994 le défi que représenta le soulèvement des Indiens du Chiapas, suivi de la disgrâce de l'ex-président Salinas, puis l'élection d'un opposant à la mairie de Mexico et enfin la défaite du candidat présidentiel du PRI en juillet 2000 au profit de Vicente Fox.

Il nous a semblé qu'une analyse de la Révolution mexicaine permettait de comprendre le Mexique contemporain, mais aussi de saisir la dynamique d'un processus révolutionnaire, le jeu des acteurs, le rôle des alliances, les conflits entre l'ancien et le nouveau, entre les forces du changement et celles de la résistance, un ensemble de thèmes et problèmes qui concernent tout processus révolutionnaire. Vous découvrirez la Révolution mexicaine à travers un jeu de questions et de réponses. (Ce texte constitue la version remaniée d'une entrevue radiophonique entre André Champagne et C. Morin, en 1993, CBF-FM)

Brève chronologie de la Révolution mexicaine

1876-1910	P. Díaz, président du Mexique. Grand élan minier, commercial, industriel, financier. Afflux de capitaux étrangers (plus de 3 milliards \$ dans la décennie 1900-10). Lois de colonisation expropriant les paysans sans titres: expansion du latifundisme.
1906-10	Accumulation de crises: crise économique (chute des cours, du crédit), sociale (grèves), politique (problème de succession). Population: 15,1 millions.
1910-11	Réélection de Díaz. Le soulèvement de Madero marque le début de la Révolution mexicaine . Rébellions dans plusieurs régions du Mexique. Lâché par les États-Unis, confronté à la mobilisation des masses, Díaz démissionne. Madero est élu président, mais déçoit tout le monde...ou presque, de sorte qu'il fait bientôt face à des oppositions multiples.
1913	"Semaine tragique": Madero assassiné, Huerta prend le pouvoir, dissout le Congrès. Carranza, Villa, Zapata lui font la lutte.
1914-15	Débarquement des marines à Veracruz. Huerta s'exile. Conflit entre les vainqueurs. Carranza reconnu par Washington.
1917	Promulgation d'une Constitution de type jacobin (progressiste, anticléricale, nationaliste).
1919-28	Assassinat de Zapata, de Carranza (candidat à la réélection), de Villa, d'Obregón (réélu). La Révolution fit plus d'un million de morts, des civils pour la majorité, victimes des pillages et des épidémies.
1926-29	Soulèvement des Cristeros. Calles est l'homme fort du Mexique entre 1924 et 1936. Fondation du Parti national révolutionnaire.

1. Quel était la situation économique et sociale du Mexique à la veille de la Révolution?

Le Mexique vient de connaître 30 ans de croissance économique rapide, surtout sensible sur le front des exportations agricoles et minières. Il émerge d'une modernisation brutale. Un signe: la fièvre du rail a fait passer réseau de 700 à 24 000km. L'élan repose sur des investissements étrangers dont l'afflux devient torrentiel entre 1900 et 1910: près de 3 B\$ en dix ans comparativement à 1 B\$ dans le dernier quart du XIX^e siècle.

Cette croissance crée et accentue les inégalités sociales et régionales. Elle entraîne une "compression agraire", un remodelage des structures foncières aux dépens des communautés rurales, une expansion du latifundisme. Les sociétés d'arpentage se partagent 48 M ha. La montée des prix et la baisse des salaires réels. En termes de pouvoir d'achat, le péon mexicain sous Díaz est

six fois plus pauvre que l'ouvrier agricole US. Le péon gagne 25-80¢ (plus sa parcelle et/ou une ration); l'ouvrier d'usine, 50-70¢; l'instituteur, 1 \$US. À cette époque, le kilo de riz, de haricot, de blé coûte 10¢, celui de maïs vaut 5¢.

Le Mexique a changé aussi socialement. L'expansion de la grande propriété condamne la paysannerie à une insécurité croissante et à la perte de son autonomie. La prolétarisation progresse dans les campagnes. Parallèlement, persistent des conditions proches de l'esclavage dans le sud (au Yucatan, avec le sisal), ou du servage (l'infâme péonage). Des catégories sociales sont mises à mal par ces progrès: les muletiers (par la concurrence des chemins de fer), les artisans (par la croissance d'industrie textile). Le monde ouvrier prend de l'ampleur et s'ouvre à l'influence des idées anarchistes, socialistes. Il affronte en outre un patronat surtout étranger. Beaucoup de travailleurs fran-

chissent la frontière et font l'expérience de la discrimination, mais aussi des organisations ouvrières. Des grèves éclatent, notamment celles de Rio Blanco et de Cananea, réprimées brutalement (un fait nouveau). Les instituteurs se sont multipliés; ils réclament davantage d'implication de l'État dans l'éducation. Après tout, seulement 20 % des Mexicains savent lire et écrire.

La situation change plus rapidement après 1900, en dix ans, qu'elle ne l'avait fait avant, en trente ans. S'ajoute un phénomène aggravant: la prospérité dont les gains ont été mal répartis entre les classes débouche sur des crises successives à partir de 1907, désastreuses pour tous. Ces crises sont de deux types: 1) une crise économique moderne née aux États-Unis en 1907 (baisse du prix des métaux, effet d'une crise monétaire, boursière, industrielle); 2) une crise de subsistance associée à la sécheresse et à des inondations.

2. Comment expliquer longévité de Porfirio Díaz?

Par sa capacité à neutraliser ces classes qui avaient été à l'origine de mouvements armés: l'armée, les élites et les classes moyennes. Díaz est un fin connaisseur du pays réel. Il a su tisser un vaste réseau de liens couvrant tout le pays et capable d'intégrer les **acteurs collectifs** tels que les communautés rurales et l'Église. Il accepte la fiction démocratique. Il maintient les principes de politique moderne et les institutions propres à la constitution, mais en même temps il passe un compromis non écrit avec l'Église, tolérant le sentiment religieux des foules, et avec les communautés, en freinant le désamortissement.

Il est un habile politicien, jouant les adversaires, s'assurant par un système de poids et contrepois qu'aucune clique n'acquerra trop de pouvoir. Le Porfiriat est l'exercice du pouvoir par des élites libérales installées au pouvoir à perpétuité et qui sont unies par des liens de parenté, d'amitié, de fidélité, de faveur, autant de traits d'une sociabilité traditionnelle, correspondant au mode de fonctionnement du vieux Mexique, en contradiction avec les notions inscrites dans la constitution de 1857 fondées sur l'égalité, la liberté, l'individualisme. Le régime de Porfirio Díaz n'est pas une démocratie. Aucune des dispositions de la Constitution de 1857 n'est respectée. Le suffrage est tout à fait fictif. Le fédéralisme est formel: don Porfirio désigne le candidat destiné à être élu dans chaque État. Les parlementaires et les juges sont aussi désignés par le président. En somme, Díaz construit le nouveau Mexique (capitaliste) avec des méthodes anciennes.

À partir de 1895 et de 1900, le consensus se fissure au sommet. Des libéraux plus riches, plus instruits, moins portés à négocier des compromis avec des acteurs sociaux accèdent au pouvoir. La cohésion s'en trouve affaiblie. Ces libéraux de seconde génération relancent l'offensive modernisatrice contre les campagnes. Díaz n'arrive plus à arbitrer le conflit entre positivistes et jacobins pour la succession présidentielle. Des clubs libéraux se forment en 1900. La succession présidentielle catalyse une crise qui oppose les jacobins (Reyes) aux positivistes (Limentour). La paralysie envahit le système à partir du moment où

l'unité de l'élite libérale, condition première de stabilité, a volé en éclats. Elle permet la mobilisation des élites politiques modernes: instituteurs, étudiants, ouvriers.

3. Pourquoi révolution éclate-t-elle en 1910-11?

Le problème est politique, celui d'un État fragilisé par une succession de crises récentes. Le régime Díaz est incapable de répondre. C'est un régime valétudinaire: les ministres ont en moyenne plus de 65 ans, 6 gouverneurs ont plus de 70 ans comme 60% des magistrats. L'armée est commandée par des officiers octogénaires.

Des élections doivent avoir lieu. L'élite porfirienne se divise: une partie se rallie derrière la candidature d'un hacendado du Nord, F. Madero, sous la bannière du Parti Anti-réélectionniste. Díaz a fermé la voie préférée de cette élite: un coup d'État militaire en appui du gén. B. Reyes. Il refuse Reyes comme co-listier et l'exile en Europe en mission militaire. Contrairement à qu'il avait annoncé en 1908, Díaz (80 ans) est à nouveau candidat et se fait réélire pour la 7e fois en juin 1910, après avoir fait arrêter F. Madero pour sédition. On fête aussi en septembre 1910 le centenaire de la révolution entreprise par le curé Hidalgo, laquelle devait aboutir à l'indépendance du Mexique en 1821.

Le complot maderiste prévu pour novembre est déjoué. Des révoltes éclatent dans le nord, puis dans le sud. L'administration Taft ordonne la mobilisation sur la frontière: signal qu'elle condamne Díaz, acculé d'abord à des négociations, puis à la démission en mai au profit d'un gouvernement provisoire. En d'autres mots, c'est la mobilisation des masses qui provoque l'effondrement du Porfiriat.

La Révolution s'explique par d'abord par le moyen terme (des erreurs politiques accumulées entre 1900 et 1910 qui provoquent la formation d'une coalition immense autour de Madero), par le court terme (l'élection contestée favorise la mobilisation sociale intense en 1910-11). La nature de la révolution repose sur cette trinité observée dans maints scénarios révolutionnaires: mécontentement social grave/ langage politique unificateur/ vide du pouvoir. Elle est rendue possible par une exceptionnelle accumulation de crises.

4. F. Madero est-il un réformiste ou un révolutionnaire?

Madero est un réformateur politique et un conservateur social. C'est un libéral du XIX^e siècle. Ne dit-il pas? "...la Révolution a été faite pour conquérir notre liberté, parce que la liberté **seule** résoudra le reste de nos problèmes par elle-Même". "Le Mexicain ne désire pas le pain, il désire la liberté de gagner le pain". Pour Madero, la Révolution se termine en octobre 1911 quand il triomphe. Alors qu'elle ne faisait que commencer! Il a été d'abord un rassembleur. Il rassure l'élite, il rallie les masses urbaines et rurales. Sa campagne électorale de mai-juin 1910 avait galvanisé les foules. Il est élu en novembre 1911 à l'occasion des élections les plus honnêtes qu'ait connues le Mexique jusqu'alors.

Une fois au pouvoir, il déçoit tout le monde ou ...presque. Sa révolution s'arrête à l'établissement d'un gouvernement représentatif et des libertés civiques. Il est un réformiste timoré, assiégé de tous les côtés par des demandes qu'il essayait de satisfaire à moitié et après tergiversations. Il est mauvais politicien; il est naïf et indécis, abandonnant le terrain à ses adversaires en même temps qu'il heurte ses partisans. Ainsi il s'emploie à démobiliser les troupes qui se sont mobilisées pour lui contre l'Armée fédérale, renonçant à les utiliser pour faire contrepoids à l'armée demeurée porfirienne. Il ne procède pas aux réformes sociales et économiques attendues des forces populaires qui l'appuyaient. Il s'opposera, par exemple, aux propositions de la Commission agraire exécutive, parce qu'il est hostile aux **ejidos**, à propriété collective. Il fait l'unité contre lui: grands propriétaires fonciers, banquiers, pétroliers anglais, monopoles miniers US, armée fédérale. Généreux, il gracie les traites, les comploteurs (F. Díaz, Villa, B. Reyes). Il s'entoure des membres de sa famille: son frère Gustavo se prépare à lui succéder à la présidence en 1915; Raúl est commandant militaire dans le Morelos. Il finit par écarter ses partisans et à s'entourer de conservateurs porfiristes, donc de ses ennemis contre ses propres amis et alliés.

5. Díaz a dit: "Madero a lâché un tigre, voyons s'il pourra le maîtriser"

Madero voulait des réformes politiques. Il avait longtemps recherché un compromis avec Díaz. Il était l'homme vedette d'un complot. Il a ouvert la boîte de Pandore. Il devient à son corps défendant la cheville d'insurrections populaires. Il appréhendait le débordement par le bas, une rébellion populaire incontrôlée. Démocrate élitiste, il est amené à réprimer. Il lance contre ses ex-alliés, les zapatistes, l'armée fédérale. Il fait de même contre Pascual Orozco. Madero avait pu capitaliser en 1911 sur des rébellions contre Díaz. Il sera emporté par une série de rébellions de ces anciens alliés et de tentatives de coups par des éléments porfiristes.

Cela ne vaut pas seulement pour Madero. Les individus et mouvements sont vite dépassés par la portée de ce qu'ils ont déclenché. Des leaders populaires prennent la tête de mouvements locaux, se retrouvent bientôt engagés dans des batailles plus amples, avec d'étranges compagnons de route. Carranza et les Sonoriens sont projetés hors du nord et se retrouvent à Mexico, essayant de pacifier le sud, pactisant avec les ouvriers, négociant avec les sociétés étrangères.

6. Comment expliquer le renversement de Madero par Huerta en février 1913?

La coalition hétérogène qui avait soutenu Madero se défait pour les raisons que j'ai données. Tous ceux qui s'étaient soulevés pour lui finissent par se soulever contre lui: Zapata, Villa, Orozco. Ses vieux adversaires aussi: Reyes, Díaz. Son administration se débat dans une crise financière, sociale, et politique. Il fait face à une opposition parlementaire des **catolicos**, des **cientificos**, des **re-**

yistas qui bloque les réformes que son cabinet ne veut pas. Il affronte des complots de ces vieux ennemis. Le général Huerta commandera la troisième tentative, qui réussira. Derrière ses complots, il y a l'ancien régime, mais aussi de puissants intérêts étrangers, reliés au pétrole. L'ambassadeur H.L. Wilson manoeuvre en faveur de Huerta. La fiction constitutionnelle est préservée. Des démissions opportunes ouvrent la présidence à Huerta. L'administration Taft voulait un autre gouvernement à Mexico. Huerta ne la satisfait pas, car il lui apparaît comme le suppôt des intérêts européens. L'administration Wilson différera donc la reconnaissance. Le coup d'État contre-révolutionnaire de Huerta relancera la mobilisation de façon définitive. La contre-révolution étend la guerre, donc la révolution, dans presque tout le pays, sud-est excepté. L'armée fédérale passe de 50 000 à 250 000 (douze fois la taille de l'armée porfirienne!). On assiste à une militarisation générale. Les gouverneurs d'État sont remplacés par des militaires. Huerta instaure régime de terreur: 80 députés arrêtés, des intellectuels en fuite, beaucoup de gens se réfugient en territoire zapatiste.

Carranza, gouverneur de Coahuila, refuse de reconnaître Huerta. Il s'emploie à organiser l'opposition à Huerta. Dès juin 1914, l'armée constitutionnaliste peut opérer sur plusieurs fronts. Carranza engage la révolution constitutionnaliste sur la voie des réformes sociales.

7. Huerta avait-il un projet révolutionnaire, ou voulait-il restaurer le porfirisme?

Huerta a été dépeint comme le vilain, le méchant, la personnification de la contre-révolution. Au fond, la contre-révolution ne se réduit pas à Huerta; elle est présente aussi chez Madero. Elle est l'envers de la Révolution; elle coexiste avec la Révolution, comme son double, chez des individus et à l'intérieur des administrations. Ainsi Madero réprime le mouvement populaire. Il est néanmoins un **libéral** convaincu. Prisonnier d'un contexte de guerre, d'où son recours à la loi martiale, aux exécutions arbitraires, à la fraude électorale, Madero gouverne à la tête d'un gouvernement civil, les partis politiques sont en plein essor et la liberté de presse règne.

Huerta veut restaurer l'ordre par des méthodes à la don Porfirio (et pires): réprimer le mouvement populaire dans les campagnes par des méthodes contre-insurrectionnelles; démanteler le libéralisme madériste dans les villes. Ses ministres étaient des porfiristes, ses gouverneurs étaient des généraux et des porfiristes, ses sympathisants et ses fonctionnaires étaient des hommes anciens, des politiciens, des hacendados et des hommes d'affaires, des revanchards. Tous des gens qui avaient rongé leurs freins sous Madero. Ils relèvent la tête sous Huerta. Ils procèdent à une purge des madéristes. Les journaux et les partis subissent le harcèlement et disparaissent. L'armée fédérale tient le pays, faite de conscrits réfractaires et de larbins recrutés par des hacendados et hommes d'affaires.

Huerta joue au **rouleau compresseur**. L'armée fédérale réussit mieux dans les villes que dans les campagnes.

Huerta s'attaque aux deux courants de la révolution: la ville et la campagne, alors que Madero avait ménagé sa base urbaine.

8. Pourquoi l'anarchie et la guerre des armées révolutionnaires s'installent-elles après 1915?

C'est la "logique de la révolution", dirait Knight. La guerre s'installe entre les vainqueurs. Encore une fois, le conflit dépasse les acteurs. Chacune des quatre armées s'était développée régionalement et constituait un assemblage de forces sociales. Il n'existait aucun parti pour arbitrer le conflit. La seule armée non professionnelle est celle des Zapatistes qui appartient aux villages. Les autres armées sont dirigées par des "seigneurs de guerre" et les troupes sont payées (par pillage, à coup de rançons, par des impôts de guerre).

C'est aussi le heurt entre deux cultures: l'une, urbaine, respectable, éduquée, nationale, consciente de sa volonté de progrès; l'autre, surtout rurale, plébéienne, illettrée, locale, regardant vers le passé, en dépit de programmes radicaux. D'un côté, les constitutionnalistes (Carranza, Obregón); de l'autre, les villistes, les zapatistes qui feront cause commune contre Carranza, en qui ils voient les **políticos, científicos** honnis du Porfiriato. Dans ce conflit, les artisans et les prolétaires urbains se retrouvent dans les rangs carrancistes.

L'ambition de Carranza est de diriger les forces constitutionnalistes et de ne pas admettre de compromis ni avec Villa ni avec Zapata. La quête d'unité suppose l'anéantissement ou la soumission. Il y avait en 1915 quatre ou cinq gouvernements concurrents sur le territoire mexicain!

Il y a aussi le rôle des puissances étrangères. Les États-Unis appuient d'abord Villa comme le moindre mal. Or la convention d'Aguascalientes n'arrive pas à souder Villa et Carranza. En mars 1915, 160 000 hommes (dont 80 000 carrancistes) sont en armes. En juin 1915, les États-Unis se disent prêts à reconnaître Carranza s'il parvient à unir tous les partis. Ils cherchent à lui imposer des obligations. Ils lui ouvrent accès aux armes. Villa tentera de rompre l'alliance Washington-Carranza en attaquant la ville de Colombus.

9. Zapata, Villa et Carranza sont-ils des révolutionnaires ou des bandits armés?

Zapata ne fut pas un bandit, ni les zapatistes ne furent bandits. Cela dit, en marge du mouvement zapatiste se développe un banditisme que Zapata tente de réprimer. Il applique la "loi de la 30-30" contre ceux qui agissent en prédateurs contre les villages. Est-il un révolutionnaire? C'est un homme aux préoccupations locales. Ses partisans veulent récupérer des terres pour les pueblos. Il mourra assassiné en 1919 à la suite d'une trahison comme meurent les "bandits".

Villa est un ex-cowboy, un voleur de bétail, illettré, guérillero. C'est un général-paysan. L'homme est imprévisible. Il n'a pas une idéologie ferme. Son localisme s'exprime dans la demande d'autonomie pour les villages

du nord. Il meurt assassiné en 1923.

Carranza est un hacendado cultivé, anti-clérical, citadin. C'est le bourgeois-général. C'est un nationaliste qui manoeuvre entre les puissances pour renforcer la position du Mexique, pour neutraliser l'interventionnisme US: il joue la carte allemande sans se compromettre. Carranza était sûrement un conservateur en matières sociales. Il fait briser par l'armée des grèves. Son gouvernement se traîne le pied dans l'application des promesses. Il n'est bientôt plus au diapason de l'évolution politique. Et il a des rivaux. C'est Obregón, son ancien bras droit, qui se détache et qui lui lance un défi. Carranza cherche à imposer son successeur, un civil, au détriment des militaires. L'armée l'abandonne, ouvrant la voie à son assassinat en 1920, victime de ses erreurs politiques.

10. La Révolution a fait 1 000 000 de morts en dix ans, pourquoi un tel déferlement de violence?

Il importe de préciser la nature des pertes. Le Mexique aurait compté 15,1 M au recensement de 1910. Au recensement de 1921, on dénombrait 14,3 M. Cela fait une différence effective de 1 M. Mais si on tient compte des tendances observées avant 1910, on aurait dû trouver une population de 17 M en 1921. La différence atteindrait donc 3 M. Ce chiffre cache à la fois des pertes imputables à la surmortalité et à l'émigration et un manque à gagner résultant d'une chute de 20 % de fécondité. Du côté des pertes, les épidémies de typhus (1914-1917) et de grippe espagnole (1918) ont fait le plus de victimes que les guerres, du moins sur les champs de bataille [on avance 300 000 morts pour la grippe et le typhus fut encore plus mortel], mais la virulence est aggravée par la situation de guerre. Un demi-million de Mexicains ont aussi quitté le pays.

L'ampleur d'une révolution ne se mesure pas aux pertes qui lui sont associées et qui sont, dans le cas mexicain, plus lourdes que celles que provoqua la Révolution française.

11. Pourquoi Carranza finit-il par triompher?

Depuis le coup d'État du général Huerta, il incarne la révolution. Il est le «**Primer jefe**». Il cherche à faire l'unité autour de lui. Il attire plus d'hommes. Il a la meilleure stratégie: s'installer sur le corridor Veracruz-Mexico. Il compte plus de succès militaires. Carranza l'emporte d'abord militairement. La défaite militaire de Villa amène une rapide dissolution de sa coalition politique.

Carranza obtient sa constitution, mais doit tolérer l'inclusion des articles 3, 27, 123, 130 injectés par le comité proche d'Obregón. Il s'entend sur deux points: défendre une politique de neutralité dans la guerre européenne et établir un gouvernement constitutionnaliste (à cette fin, l'armée supervise les élections présidentielles et parlementaires). Carranza obtient 197 000 des 213 000 votes; tous les sièges vont au PLC. Le nouvel État est inauguré le 1^{er} mai 1917.

12. Peut-on parler de stabilisation après 1917?

Oui, en ce sens que la guerre civile est terminée. Non, si l'on tient compte des soubresauts qui secoueront l'arène politique en 1920, autour de la succession présidentielle, et des assassinats qui liquident les chefs qui auraient pu relancer la lutte armée. La dernière révolte, celle du général de la Huerta, est matée en 1923. Calles fondera le PRN en 1929, appelé à devenir le PRI en 1940.

13. Quelles conclusions tirez-vous de la Révolution mexicaine?

Trois quarts de siècle après, on discute encore de sa nature, de sa signification. On peut parler d'un mouvement de balancier. On a d'abord vu une révolution sociale, massive, populaire, nationaliste, culminant en 1917, au cours de laquelle le peuple a détruit par des soulèvements l'ancien régime, les paysans ont imposé une réforme agraire et les ouvriers ont pu s'organiser, permettant au gouvernement révolutionnaire de forger le nouveau Mexique. C'est la version populiste, c'est aussi la version officielle.

Cette vision commence à se fissurer dans les années 40 — quand surgit la question: «la Révolution est-elle morte?» —, puis s'écroule dans les années 60 quand se développe une interprétation révisionniste. La Révolution apparaît alors comme une lutte cantonnée aux élites et aux classes moyennes, une guerre civile bourgeoise. Le peuple n'intervient que de façon intermittente, variable selon régions, presque toujours sous la direction des classes moyennes. Il y eut beaucoup de violence entre 1910 et 1920, mais peu de changements véritables. Les seules questions importantes résolues concernent l'État. Les réformes sociales et économiques se distinguent peu de celles qui furent appliquées au Pérou, au Chili, en Argentine, **sans guerre civile**. Il s'agit moins de révolution sociale que de **gestion politique**.

Entre ces deux versions antithétiques s'interpose depuis 1986 la synthèse la plus complète sur la Révolution mexicaine, œuvre de l'historien britannique Alan Knight. Les deux plus formidables forces menant la Révolution seraient: 1) le libéralisme social et politique de Madero et

de sa base urbaine, les classes moyennes; 2) le petit peuple rural, constitué d'agraristes et de **serranos**. La guerre civile accouche de changements profonds non prévus par les apprentis sorciers. Les hommes sont dépassés par leurs actes. La révolution sociale ne figurait pas au programme. Pourtant elle a lieu. Les révolutionnaires d'en haut ont construit sur les ruines de la révolution antérieure faite par ceux d'en bas. Les ruraux ont fourni la dynamite pour détruire l'ordre ancien, mais n'en ont pas été les bénéficiaires. La Révolution a accéléré le progrès qu'ils voulaient arrêter. La Révolution a révélé la puissance des masses. Les vainqueurs bourgeois devront intégrer les masses en reprenant les demandes, les mythes et les symboles du mouvement populaire. Le génie des nouveaux dirigeants fut leur capacité à harnacher l'énergie et les revendications du mouvement populaire afin de permettre la construction d'un État central encore plus fort et le développement du capitalisme. Ce que le Kuomintang n'a pu faire en Chine.

La Révolution par en haut, un moment menacée par la Révolution par en bas, reprit l'initiative. Le mouvement populaire qui avait été la locomotive d'une révolution sociale dut se contenter de réformes officielles, complétées par la corruption officielle.

La Révolution survient au Mexique, dans un pays où l'influence des États-Unis est la plus forte: en raison du volume des investissements, de la présence de ses sociétés et de ses patrons, de son impact sur les organisations ouvrières, du rôle de la frontière, à la fois sanctuaire pour le repli, source d'armes, d'idées et d'argent. Les deux autres révolutions sociales, la cubaine et la nicaraguayenne, se sont aussi produites dans l'arrière-cour des États-Unis! La première a été très radicale rompant à la fois avec la dictature, l'injustice, la domination néocoloniale en suivant une voie originale. L'autre a été saignée par la guerre que les États-Unis lui ont opposée, avant de rendre l'âme sur l'autel d'élections pluralistes. Par opposition à la Révolution cubaine, la Révolution mexicaine fut décrétée par des chercheurs U.S. dans les années 60 «the Preferred Revolution».